

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2912

19 novembre 2013

SOMMAIRE

Adames S.A.	139739	Ledford S.A.	139776
Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l.	139730	Luxlens	139733
Almacantar Shaftesbury S.à r.l.	139730	Master Tel Finance S.A.	139736
ALM Global S.à r.l.	139731	Media Pack International S.A.	139736
Almira Holdings	139731	MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration	139736
AZ Socfin	139737	Odyssey Luxembourg IP Holdings 2 S.à r.l.	139734
BNP Paribas Leasing Solutions	139736	Optimal Security S.à r.l.	139734
CapitalatWork Management Company S.A.	139732	Opti-Phone Sàrl	139740
Catamaran S.à r.l.	139732	Oroluk Investments S.à r.l.	139734
Citco Finance (Luxembourg) S.A.	139772	Osiris Restaurants Sàrl	139734
DBAG Holding I S.à r.l.	139755	Pala HoldCo (Luxembourg) II S.à r.l.	139735
Elips Actuarial Services Luxembourg ...	139753	Partners & Partners S.à r.l.	139736
ENN Solar Luxembourg S.à r.l.	139732	P. Dansercoer & Cie	139735
FB2I Holding S.A.	139741	Portman Investments S.à r.l.	139735
Films factoring & catalogue S.A.	139730	Project 93	139735
Firstwood Investments Lux S.à r.l.	139732	Prospect SPF S.A.	139734
Fondation du Club de Rome - Foundation of the Club of Rome	139771	RGI Invest S.à r.l.	139739
Forsides Luxembourg	139753	RGI Invest S.à r.l.	139739
Forsides Luxembourg	139754	Rhô GmbH	139739
Goldcenter S.A.	139771	RIC French Properties Partnership II S.A.	139739
Goldman Sachs Developing Markets Real Estate SCA	139735	Rolaco Holding S.A.	139738
Greenock S.à r.l.	139733	RSB Investissements S.à r.l.	139730
Halm Holdings S.à r.l.	139731	RSF S.A.	139731
Harsco Interamerica Limited S.à r.l.	139776	Saxon Energy Services Holdings Sàrl ...	139738
H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l.	139774	Scala Immobiliare S.à r.l.	139738
H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l.	139774	S.G. Lux S.à r.l.	139731
HPC Holding	139733	SKY Harbor Global Funds	139738
Impala S.A.	139733	Tucana S.A.	139737
Institut International pour la Commercialisation de Technologies Innovatrices S.A.	139733	Tumiotto Frères S.à r.l.	139737
La Cherni Holding S.A.	139732	Valor-Immo S.A.	139730
		Voltage	139737

Valor-Immo S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 140.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013141632/10.

(130172125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Films factoring & catalogue S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 165.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FILMS FACTORING & CATALOGUE S.A.

Référence de publication: 2013141702/10.

(130173370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Advent Regulus (Luxembourg) Subco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 175.755.

EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert de parts réalisé en date du 09 octobre 2013 que Vikram JIT SINGH CHHATWAL transfère toutes les 113,283 parts sociales de catégorie B qu'elle détient dans la Société à Advent Regulus (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 167.840 et ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 09 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141708/14.

(130173179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Almacantar Shaftesbury S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 178.446.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 9 octobre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013141716/11.

(130172962) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

RSB Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3333 Hellange, 36, Beetebuergerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 166.802.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013141516/9.

(130172341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

S.G. Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 106, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 87.516.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013141519/9.

(130171547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

RSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.692.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue le 10 septembre 2013 a décidé de renouveler les mandats des administrateurs suivants jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Monsieur Alan GRIEVE

Monsieur Swen Henrik GRUNDMANN

Madame Diane LONGDEN

L'assemblée a également décidé de renommer PricewaterhouseCoopers, Société coopérative jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013141517/15.

(130172453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Almira Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141718/10.

(130173926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

ALM Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 161.137.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 18 juin 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 18 juillet 2013.

Référence de publication: 2013141751/11.

(130173166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Halm Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 155, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 98.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142061/9.

(130173284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Firstwood Investments Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 170.543.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141985/10.

(130173080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

ENN Solar Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 163.503.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Pour la Société
M. Shaohui ZHANG
Mandataire

Référence de publication: 2013141954/13.

(130173611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Catamaran S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 170.535.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 09 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141827/10.

(130173180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

CapitalatWork Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 162.281.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013141824/10.

(130173587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

La Cherni Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 50.911.

Par la présente, nous vous informons de notre démission de la fonction d'administrateur au sein de votre société, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.
Pour KitZ S.à r.l.

Référence de publication: 2013142210/11.

(130173570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Luxlens, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6969 Oberanven, 29, bei der Aarnesch.
R.C.S. Luxembourg B 165.438.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142206/9.

(130173169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Institut International pour la Commercialisation de Technologies Innovatrices S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 94.945.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013142135/10.

(130173483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Impala S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 43.759.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142126/9.

(130173034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

HPC Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.453.

Extrait de la résolution adoptée par le conseil d'administration

- Monsieur Arthur ZELLER, employé privé, demeurant professionnellement au 7, rue de l'Eglise, F-92100 Boulogne-Billancourt, est nommé Président du conseil d'administration. Ce dernier assumera cette fonction jusqu'à l'assemblée générale statutaire de l'an 2018.

Fait à Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Certifié sincère et conforme

POUR HPC HOLDING

Référence de publication: 2013142095/14.

(130173414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Greenock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 161.195.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013142801/12.

(130174481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Osiris Restaurants Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 2, route Nationale 1.

R.C.S. Luxembourg B 164.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013142987/10.

(130174617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Oroluk Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 172.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Oroluk Investments S.à r.l.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2013142979/11.

(130174041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Optimal Security S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 77.670.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10.10.2013.

Signature.

Référence de publication: 2013142978/10.

(130174225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Odyssey Luxembourg IP Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 171.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142977/9.

(130174085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Prospect SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 15.471.

Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs proposent d'élire en leur sein un président en la personne de Monsieur Christian FRANCOIS. Ce dernier assumera cette fonction pendant la durée de son mandat qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

Luxembourg, le 3 mai 2013.

PROSPECT SPF S.A.

Signature

Référence de publication: 2013143018/14.

(130173875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

P. Dansercoer & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 155.914.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013142988/10.

(130174578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Pala HoldCo (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 142.243.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 octobre 2013.

Référence de publication: 2013142989/10.

(130173972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Portman Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.469.

Les comptes annuels pour la période du 31 octobre 2011 (date de constitution) au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Référence de publication: 2013142995/11.

(130173916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Project 93, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9687 Surré, 17, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 169.614.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143000/9.

(130174587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Goldman Sachs Developing Markets Real Estate SCA, Société en Commandite par Actions.

Capital social: USD 51.284,51.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 133.415.

Constituée par devant Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 Octobre 2007, acte publié au Mémorial C no 2845

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Goldman Sachs Developing Markets Real Estate SCA

Marielle Stijger

Manager of the General Partner

Référence de publication: 2013142798/14.

(130174502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Media Pack International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 110.542.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142951/9.

(130174133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Master Tel Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 100.830.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013142944/9.

(130174214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 269, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 53.373.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MORHENG s.à r.l. peinture-décoration-restauration

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013142958/11.

(130174002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Partners & Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.834.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013143007/9.

(130174066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

BNP Paribas Leasing Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 16, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 105.096.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société anonyme BNP Paribas Leasing Solutions tenue le
jeudi 4 juillet 2013*

«Le Président informe le Conseil que M. Eric Martin a remis son mandat d'administrateur de BNP Paribas Leasing Solutions SA en date du 24 juin 2013.

Le Conseil d'Administration prend acte de sa démission de ses fonctions d'administrateur avec effet au 24 juin 2013.»
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Christian de Nonneville / Philippe De Vos

Directeur / Directeur

Référence de publication: 2013143151/16.

(130174196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Voltage, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1716 Luxembourg, 30, rue Joseph Hansen.
R.C.S. Luxembourg B 158.431.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 10 octobre 2013 a renouvelé le mandat du gérant:
- Monsieur Henri GRISIUS, gérant, licencié en sciences économiques appliquées, 30, Rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale statuant sur l'approbation des comptes au 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Pour VOLTAGE

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013143121/16.

(130174019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Tucana S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 163.286.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143110/10.

(130174601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Tumiotto Frères S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3328 Crauthem, 4-6, rue de Weiler.
R.C.S. Luxembourg B 20.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TUMIOTTO FRERES S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013143112/11.

(130174221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

AZ Socfin, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 71.167.800,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 105.351.

—
Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le 11 octobre 2013

L'Assemblée a pris la résolution suivante:

Résolution 1

L'Assemblée décide de révoquer le mandat de Gérant de Monsieur Michel Grandjean, demeurant 28, avenue du Soleil, B-1640 Rhode St Genèse, avec effet immédiat.

L'Assemblée décide de laisser le poste d'Administrateur vacant jusqu'à une nomination ultérieure.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Extrait sincère et conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013143231/17.

(130175478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Scala Immobiliare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 144.632.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013143050/12.

(130173955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Saxon Energy Services Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.447.874,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 138.595.

Suite au changement d'adresse de l'associé unique, SES Intermediate Holdings Limited, le siège social de l'associé unique de la société est:

190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2013143049/15.

(130174296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Rolaco Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 15.478.

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ROLACO HOLDING S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013143043/12.

(130174246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

SKY Harbor Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 167.459.

Au 27 aout 2013 l'adresse professionnelle de Monsieur Justin Egan, Administrateur de la Société, a changé.

A compter de ce jour Monsieur Justin Egan est domicilié à l'adresse ci-dessous mentionnée:

European Bank & Business Center, Bâtiment B, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2013.

SKY HARBOR GLOBAL FUNDS SICAV

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013143076/15.

(130174420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

RIC French Properties Partnership II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 93.713.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143040/10.

(130174432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Rhò GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6940 Niederanven, 205, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 64.595.

EXTRAIT

Changement d'adresse de Monsieur Enthofer Hannes, associé et gérant de la société Rho GmbH

Changement d'adresse avec effet immédiat au 3, rue des Chênes L-8072 Bertrange

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10/10/2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013143038/14.

(130174518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

RGI Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 97.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143035/10.

(130174407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

RGI Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 97.046.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013143036/10.

(130174408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 octobre 2013.

Adames S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l' Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 27.003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013143201/10.

(130174989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Opti-Phone Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7560 Mersch, Centre Marisca.

R.C.S. Luxembourg B 115.184.

L'an deux mille treize, le vingt-six septembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

Ont comparu:

1) La société à responsabilité limitée POINT DE VUE S.à r.l. (matricule 2004 2405 281), ayant son siège social à L-7560 Mersch, Centre Marisca, inscrite au Registre de Commerce des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 99.962,

constituée suivant acte notarié reçu par le notaire Marc Cravatte, alors de résidence à Ettelbruck, le 22 mars 2004, enregistré à Diekirch, le 23 mars 2004, volume 612, folio 95, case 12, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 542 du 25 mai 2004,

ici dûment représentée par ses deux gérants:

- Monsieur Henri BOULMONT, opticien diplômé, demeurant à L-7730 Colmar-Berg, 14, rue de la Poste, et

- Monsieur Bernhard Herbert KREWER, maître-opticien et audioprothésiste, demeurant à D- 54673 Neuerburg, 6, Burgblick.

2) La société à responsabilité limitée OPTI-VUE S.à r.l. (matricule 1984 2404 536), ayant son siège social à L-9051 Ettelbruck, 62-64, Grand-rue, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 91.668,

constituée suivant acte notarié reçu par le notaire Marc Cravatte, alors de résidence à Ettelbruck, le 8 octobre 1984, enregistré à Diekirch, le 9 octobre 1984, volume 561, folio 27, case 9, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 304 du 9 novembre 1984, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu suivant acte reçu par le prédit notaire Marc Cravatte, le 31 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1205 du 13 août 2002,

ici dûment représentée par son gérant Monsieur Henri BOULMONT, opticien diplômé, demeurant à L7730 Colmar-Berg, 14, rue de la Poste.

3) Monsieur Bernhard Herbert KREWER, maître-opticien et audioprothésiste, demeurant à D- 54673 Neuerburg, 6, Burgblick.

Lesquels comparants ont exposé au notaire instrumentant:

- qu'ils sont les seuls associés, représentant l'intégralité du capital, de la société à responsabilité limitée OPTI-PHONE S.à r.l. (matricule 2006 2408 945), établie et ayant son siège social à L-7560 Mersch, Centre Marisca, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 115.184,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 20 mars 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1121 du 9 juin 2006.

Réunis en assemblée générale extraordinaire les personnes prénommées représentant l'intégralité du capital social ont décidé à l'unanimité:

a) De changer l'article 6 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à la somme de vingt mille euros (20.000,00 €) représenté par deux cents (200) parts sociales de cent euros (100,00 €) chacune. Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de vingt mille euros (20.000,00 €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.»

b) D'insérer après l'article 19 ce qui suit:

Souscription:

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- par la société POINT DE VUE S.à r.l., préqualifiée	76 parts
2.- par la société OPTI-VUE S.à r.l., préqualifiée	76 parts
3.- par Monsieur Bernhard Herbert KREWER, préqualifié	48 parts
Total	200 parts

Plus rien n'a été à l'ordre du jour l'assemblée a été clôturée.

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef des présentes à environ sept cents euros (700,00 €).

Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances

médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Henri BOULMONT, Bernhard KREWER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 septembre 2013. Relation: DIE/2013/11786. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur *pd.* (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2013140782/67.

(130171378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2013.

FB2I Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.648.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-cinq septembre.

Par-devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Monsieur Gérard PEY, né le 9 mai 1946 à Lyon, retraité, demeurant Rietweg 5, CH-8477 Oberstammheim, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, avocat à la cour, demeurant professionnellement 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

2.- Monsieur Jacques PAQUET, né le 5 février 1941 à Istanbul, ingénieur civil, demeurant route de Suisse 68, CH-1290 Versoix, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

3.- Monsieur Alain REYNAUD, né le 27 décembre 1939 à Bordeaux, retraité, demeurant chemin de L'Indiennerie 1, F-69450 St Cyr Au Mont d'Or, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

4.- Monsieur Christian REYNAUD, né le 1^{er} octobre 1975 à Tassin-La-Demi-Lune, commercial, demeurant rue Chénard 18, F-69009 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013,

5.- «CHRISTAL INVEST», société à responsabilité limitée de droit français, avec siège social «Le Damier» chemin du Jubin 14, F-69570 Dardilly, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 430 070 078 RCS LYON, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

6.- Madame Marie FABBRI veuve BRUNIER, née le 11 octobre 1956 à Chassieu, sans profession, demeurant chemin de L'Indiennerie 1, F-69450 St-Cyr-Au-Mont d'Or, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

7.- «THONGLANG LIMITED», société de droit hongkongais, avec siège social 7/F., Hong Kong Trade Centre, 161/167 Des Vœux Road Central, Hong Kong, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Hong Kong sous le numéro 1656848 représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing le 19 juillet 2013,

8.- Monsieur Martin TRELCAT, né le 27 août 1979 à Saint-Saulve, directeur d'hôpital, demeurant rue Honoré de Balzac 25, F-59880 Saint-Saulve, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

9.- Madame Ling Yan AU YEUNG, née le 23 décembre 1976 à Hong Kong, sans profession, demeurant Room 2001, 168 Sai Yeung Choi Street, Hong Kong, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 20 juillet 2013,

10.- Madame Gaëlle COCCHI épouse COUMERT, née le 28 mai 1980 à Sainte-Foy-Lès-Lyon, commerciale, demeurant Boulevard Barbès 58, F-75018 Paris, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

11.- «La Société Provençale d'Etudes et d'Expertises -SP2E», société à responsabilité limitée de droit français, avec siège social rue Albert Decanis 22, F-13290 Les Milles, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le

numéro 384 870 978 RCS AIX EN PROVENCE, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013,

12.- Madame Caroline PELISSIER épouse LAN, née le 25 septembre 1980 à Venissieux, avocate, demeurant rue Felix Faure 6/8, F-75015 Paris, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

13.- Monsieur Alexis BARLATIER, né le 13 décembre 1983 à Aix-en-Provence, ingénieur-informaticien, demeurant rue Jean Macé 5bis, F-92150 Suresnes, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 24 juillet 2013,

14.- Monsieur Stanislas RICHARDOT, né le 16 mai 1983 à Paris, Asset Manager, demeurant rue Croix des Petits Champs 20, Appartement 63, F-75001 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

15.- Madame Chantal BACHELARD, née le 17 juin 1958 à Tullins, Clerc-Juriste, demeurant rue de Belgrade 12, Etage 04, F-38000 Grenoble, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 5 août 2013,

16.- Monsieur Maxime GERARD, né le 30 mars 1977 à Angers, opticien, demeurant rue Boileau 32, All A, F-69006 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

17.- Monsieur Dimitri DURIEUX, né le 8 novembre 1979 à Villeurbanne, gérant, demeurant Avenue Pasteur 115, F-69370 Saint Didier Au Mont d'Or, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 juillet 2013,

18.- «SIX BRAZIL S.C.», société civile de droit luxembourgeois, avec siège social rue Heienhaff 1B, L-1736 Senningerberg (Luxembourg), immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro E5037, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 juillet 2013,

19.- Monsieur Sébastien ROFFINO, né le 6 janvier 1981 à Denain, consultant, demeurant rue des Entrepreneurs 62 T, F-75015 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 juillet 2013,

20.- «VAKRALY S.A.», société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social rue Adolphe 6, L-1116 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B35849, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 septembre 2013,

21.- Monsieur Pierre ARANDA, né le 18 juillet 1976 à Saint-Etienne, chef de production, demeurant Les Cèdres Bleus, Bat B, Chemin de Fontanières 254, F-69350 La Mulatière, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

22.- Monsieur Matthias BAULAND, né le 17 novembre 1972 à Lyon, DG opérationnel, demeurant La Petite Mignarde, route de Sisteron 3488, F-13100 Aix en Provence, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013,

23.- Monsieur Rémi SCHULTZ, né le 10 novembre 1960 à Mulhouse, cardiologue, demeurant avenue Robert Schuman 120, Les Berges du Bassin, Bâtiment D, F-68100 Mulhouse, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

24.- Monsieur Pierric FINET, né le 3 janvier 1976 à Lyon, directeur des ventes, demeurant Chemin Castellat 29, Résidence de la Sionne 28, F-13540 Puyriscard, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 24 juillet 2013,

25.- Monsieur Yann BALAY, né le 4 septembre 1980 à Tassin-La-Demi-Lune, cadre responsable développement, demeurant rue du Caire 23, F-75002 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

26.- Monsieur Thomas HOPPENOT, né le 6 février 1981 à Tassin-La-Demi-Lune, cadre commercial, demeurant rue du Caire 23, F-75002 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 juillet 2013,

27.- Madame Aurore DEQUESNE épouse ARNOUX, née le 18 mars 1980 à Châlons-sur-Marne, directrice financière, demeurant Villa Palacio, rue du Parc 22, F-69600 Oullins, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 29 juillet 2013,

28.- Monsieur Yves RENAUD, né le 14 avril 1970 à Cannes, consultant, demeurant Quai Louis Blériot 126, F-75016 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013,

29.- Madame Coralie PERRIER épouse FAVRE, née le 26 septembre 1978 à Firminy, notaire, demeurant boulevard des Belges 14bis, F-69006 Lyon, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 2 août 2013,

30.- Monsieur Charles CAUNESIL, né le 16 mars 1980 à Lyon, banquier d'affaires, demeurant rue Vauban 3, F-69006 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

31.- Monsieur Henrik WAMBERGUE, né le 17 février 1975 à Lille, courtier, demeurant Place Adrien Godien 1, F-69004 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

32.- Madame Sophie BOURGOGNE épouse WAMBERGUE, née le 9 janvier 1975 à Mâcon, juriste, demeurant Place Adrien Godien 1, F-69004 Lyon, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

33.- Monsieur Grégory BALAY, né le 29 juin 1978 à Tassin-La-Demi-Lune, commercial, demeurant Lot Les Amandines, Voie Romaine 102, F-69290 Craponne, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

34.- Monsieur Romain DOLIGEZ, né le 28 janvier 1979 à Tassin-La-Demi-Lune, responsable commercial, demeurant rue Berthe 33, F-75018 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013,

35.- Monsieur Florent HÜBSCH, né le 10 mai 1978 à Villeurbanne, directeur technique, demeurant rue Sully 120, F-69006 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 5 août 2013,

36.- Monsieur Stéphane LAVIGNE, né le 28 avril 1975 à Lyon, entrepreneur, demeurant 578 chemin de la Carra, F-38780 Pont Evêque, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

37.- Monsieur Karl WAMBERGUE, né le 3 octobre 1970 à Lille, chirurgien-dentiste, demeurant rue Gambetta 26, F-59110 La Madeleine, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

38.- Madame Ludivine BROSSAT épouse GENTINA, née le 3 février 1979 à Lyon, pharmacienne, demeurant rue Stanley 60, B-1180 Uccle, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 juillet 2013,

39.- Monsieur Benjamin GENTINA, né le 14 février 1978 à Annemasse, ingénieur, demeurant rue Stanley 60, B-1180 Uccle, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 juillet 2013,

40.- Monsieur Romain BERGER, né le 8 mai 1978 à Sainte-Foy-Lès-Lyon, commercial, demeurant chemin de la Cote de Vaux 13, F-69450 St Cyr au Mont d'Or, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

41.- Monsieur Jérôme COURBE-MICHOLET, né le 30 janvier 1976 à Roanne, promoteur, demeurant Top Kirchberg-gasse 18-20/29, AT-1070 Vienne, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 1^{er} septembre 2013,

42.- Monsieur Jean-Sébastien SCHWERTZ, né le 7 janvier 1975 à Paris, cadre dirigeant, demeurant rue Ribéra 19, F-75016 Paris, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013,

43.- Monsieur Nicolas JACQMIN, né le 1^{er} mai 1972 à Paris, cadre, demeurant rue du Gothard 4, CH-1225 Chene Bourg, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

44.- Madame Astrid FORISSIER épouse HÜBSCH, née le 2 janvier 1979 à Lyon, assistante, demeurant rue Sully 120, F-69006 Lyon, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 5 août 2013,

45.- «BERNARD BÜSCHI ET CIE S.A.», société de droit suisse, avec siège social Place des Eaux vives, avenue de Frontenex 6, CH-1211 Genève, immatriculée au Registre du Commerce de Genève sous le numéro fédéral CH-660-0747994-0, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 22 juillet 2013,

46.- Madame Marie-Thérèse MARTIN épouse VEILLE, née le 9 janvier 1947 à Mesnil-Sur-L'Estrée, infirmière, demeurant rue du Pavillon, F-53210 Argentre, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

47.- Monsieur Pierre-Arnoux MAYOLY, né le 3 mars 1979 à Reims, avocat, demeurant rue du Bac 101, F-92600 Asnières sur Seine, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

48.- Monsieur Emmanuel RINGEVAL, né le 25 juillet 1968 à Croix, avocat, demeurant rue du Château 90, F-92600 Asnières sur Seine, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

49.- Madame Julie PANISSET épouse DELOBEL, née le 11 octobre 1980 à Annecy, commerçante, demeurant route des Contamines 393, Chalet Terracotta, F-74170 Saint Gervais Les Bains, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013,

50.- Monsieur Luc DELOBEL, né le 2 août 1979 à Boulogne-Sur-Mer, assureur, demeurant route des Contamines 393, Chalet Terracotta, F-74170 Saint Gervais Les Bains, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 18 juillet 2013,

51.- Monsieur Yann BALTHAZARD, né le 22 juillet 1981 à Séoul, gérant, demeurant quai Joseph Gillet 56, F-69004 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013,

52.- «FINSUR S.à r.l.», société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social rue Guillaume Kroll 5, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B178196, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 23 juillet 2013,

53.- Monsieur Olivier COCHET, né le 28 mai 1976 à Chambéry, gérant, demeurant Runwin Electric, Quinshi Industrial Zone 33, Chine, 51904 0 Sanzao Zhushai Guangdong, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013,

54.- Monsieur Julien-Emmanuel MARTIN-ROSSET, né le 22 octobre 1976 à Grenoble, financier, demeurant chemin de la Dame 80, CH-1222 Vésenaz, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 25 juillet 2013,

55.- Madame Marina BOSSARD, née le 20 juin 1951 à Paris, directeur export, demeurant rue Victor Duruy 19, F-75015 Paris, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 31 juillet 2013,

56.- Monsieur Olivier BRUN, né le 25 juillet 1978 à Feurs, huissier de justice, demeurant rue de Sèze 23, 3^{ème} étage, F-69006 Lyon, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 juillet 2013,

57.- Madame Victoria WOLF épouse MARTIN-ROSSET, née le 20 mars 1983 à Lyon, décoratrice, demeurant chemin de la Dame 80, CH-1222 Vésenaz, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 25 juillet 2013,

58.- «PIMALO-INVEST», société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social rue Adolphe 6, L-1116 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B171736, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 19 septembre 2013;

59.- Monsieur Grégory DURIEUX, né le 26 octobre 1981 à Villeurbanne, gérant, demeurant Allée de la Palombière 7, F-69160 Tassin-La-Demi-Lune, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 juillet 2013,

60.- Monsieur Denis DURIEUX, né le 25 juin 1951 à Lyon, salarié, demeurant chemin de La Chataignière, F-69760 Limonest, représenté par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 17 juillet 2013;

61.- «CAFIRIO CONSULTORIA EMPRESARIAL LTDA», société de droit brésilien, avec siège social Avenida Graça Aranha, n°19 sala 802, Centro, CEP 20030-002 Rio de Janeiro, Brésil, immatriculée au CNPJ sous le numéro 15.100.832/0001-57, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu de deux procurations données sous seing privé le 18 et 19 septembre 2013;

62.- «C3F», société par actions simplifiée de droit français, avec siège social Quai Saint Antoine 12, F-69001 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 423 155 746 RCS LYON, représentée par Madame Véronique WAUTHIER, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2013.

Les prédites procurations, paraphées «ne varietur» par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital.

Art. 1^{er}. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de «FB2I HOLDING S.A.» (la "Société").

Art. 2. Le siège social de la Société est établi dans la Commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la Commune par simple décision du conseil d'administration de la Société (ci-après «le Conseil d'Administration»).

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète

de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes opérations commerciales se rapportant directement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise de droit brésilien se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes qui souscrira des participations minoritaires dans des sociétés de droit brésilien appelées à réaliser des opérations de promotion immobilière de construction-vente au Brésil, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, participer à la création, au développement et au contrôle de toutes entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange, accorder tous concours, prêts, avances ou garanties à toute société dans laquelle elle dispose d'un intérêt direct ou indirect substantiel.

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous droits de propriété intellectuelle ainsi que tous droits s'y rattachant ou pouvant les compléter.

La Société peut en outre procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés ou non meublés, et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens, et le placement et la gestion de ses liquidités.

En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère mobilières, commerciales, ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 5. Le capital social est fixé à trois cent dix-neuf mille cinq cents euros (319.500,- EUR) représenté par deux cent treize (213) actions d'une valeur nominale de mille cinq cents euros (1.500,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites dans un registre spécial tenu au siège de la Société. Ce registre contient la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre et des numéros de ses actions, l'indication des versements effectués, ainsi que les transferts avec leur date.

La Société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Droit de préemption. Les actionnaires bénéficieront d'un droit de préemption en cas de projet de transfert d'actions, de titres donnant immédiatement ou à terme accès au capital ou de droits d'attribution ou de souscription préférentielle ou de priorité y attachés (ci-après «les Actions») à une personne physique ou morale non actionnaire (ci-après «le Tiers») dans laquelle l'actionnaire à l'origine de l'opération ou les membres de sa famille ne détiennent pas directement ou indirectement 75% ou plus du capital et des droits de vote, dans les conditions suivantes (ci-après «le Droit de Préemption»).

Le terme «Transfert» vise toute opération entraînant un transfert de propriété (que ce soit la pleine propriété, la copropriété, l'usufruit ou la nue-propriété) d'une Action par un actionnaire de quelque manière et pour quelque cause que ce soit et notamment par (i) le fait de vendre, céder, donner, apporter au capital ou de toute autre manière, y compris par suite d'une fusion (notamment en cas d'absorption de la Société), scission, ou d'une transmission universelle de patrimoine, grever ou se défaire, directement ou indirectement, volontairement ou non (adjudication pratiquée en vertu d'une décision de justice), tout ou partie de la propriété de toute Action ou d'autres formes combinées de ces modes de transfert de propriété.

6.1 Principe d'exercice du Droit de Préemption

Les actionnaires s'obligent pour le cas où ils décideraient de Transférer directement ou indirectement, à un Tiers, tout ou partie des Actions dont ils seraient propriétaires, à les offrir au préalable aux autres actionnaires.

6.2 Procédure d'exercice du Droit de Préemption

L'actionnaire à l'origine de l'opération (ci-après «la Partie Cédante») s'oblige à notifier au Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au siège social de la Société ou encore par lettre remise en mains propres ou par tout autre moyen (y compris par email) propre à assurer de manière certaine la preuve tant de sa réception par son destinataire que de la date de cette réception, sa volonté de réaliser un Transfert à un Tiers portant sur des Actions de la Société. Cette notification précisera:

(i) le nombre et la nature des Actions concernées par le Transfert;

(ii) les nom, prénom et domicile ou dénomination et siège social de chacun des bénéficiaires du Transfert (ci-après «le Cessionnaire»), ainsi que, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination et le siège social du ou des sociétés qui, le cas échéant, la contrôle(nt) au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce français qui dispose que:

«Une société est considérée, pour l'application des sections 2 et 4 du présent chapitre, comme en contrôlant une autre:

- lorsqu'elle détient directement ou indirectement une fraction du capital lui conférant la majorité des droits de vote dans les assemblées générales de cette société;
- lorsqu'elle dispose seule de la majorité des droits de vote dans cette société en vertu d'un accord conclu avec d'autres associés ou actionnaires et qui n'est pas contraire à l'intérêt de la société;
- lorsqu'elle détermine en fait, par les droits de vote dont elle dispose, les décisions dans les assemblées générales de cette société;
- lorsqu'elle est associée ou actionnaire de cette société et dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de cette société.

Elle est présumée exercer ce contrôle lorsqu'elle dispose directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote supérieure à 40 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne.

Pour l'application des mêmes sections du présent chapitre, deux ou plusieurs personnes agissant de concert sont considérées comme en contrôlant conjointement une autre lorsqu'elles déterminent en fait les décisions prises en assemblée générale»;

(iii) la nature juridique du Transfert envisagé (vente, apport, donation, etc.);

(iv) le prix offert et convenu pour chaque Action concernée ou, en cas d'apport, d'échange ou de toute autre opération de même nature, la valeur unitaire desdites Actions exprimée en euros, telle que retenue pour la réalisation de l'opération avec toutes informations ayant permis de déterminer cette valeur (ci-après «la Valeur Unitaire»);

(v) les modalités de paiement du prix ainsi que toutes autres modalités significatives du Transfert envisagé des Actions concernées;

(vi) si le Transfert s'accompagne d'une cession de créance, détenue par la Partie Cédante sur la Société, le montant nominal (montant principal de ladite créance augmenté des intérêts échus et non payés) de cette créance et, s'il est différent de ce nominal, le prix de cession de ladite créance avec la décote correspondante, exprimée en pourcentage;

(vii) En cas de Transfert portant sur des Actions représentant cinquante pour cent (50%) ou plus du capital de la Société qu'elle intervienne seule ou conjointement avec d'autres actionnaires, la Partie Cédante devra en outre obligatoirement joindre l'engagement formel irrévocable du Cessionnaire envisagé d'acquérir, aux mêmes conditions toutes les Actions que les bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe entendraient Transférer, conformément à l'article 7 ci-après.

Le Président dispose d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification pour en informer tous les actionnaires.

Chaque actionnaire bénéficiaire du Droit de Préemption disposera alors d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de l'information par le Président pour faire connaître au Président, son intention de se porter acquéreur de tout ou partie des Actions et le cas échéant, de la créance cédée par la Partie Cédante. Le Président en informe la Partie Cédante dans les meilleurs délais.

Au cas où plusieurs actionnaires bénéficiaires du droit de préemption souhaiteraient acquérir les Actions et la créance proposées, la répartition se fera entre eux au prorata des Actions détenues par chacun des intéressés au jour de la notification expédiée par la Partie Cédante. Si le nombre des Actions demandées par des actionnaires bénéficiaires est supérieur au nombre d'Actions offertes, la répartition se fera au prorata du nombre d'Actions déjà détenues par les préempteurs. Les préempteurs auront toutefois la possibilité d'organiser différemment entre eux la répartition, s'ils y ont convenance. Toutefois, la préemption ne pourra porter que sur la totalité des Actions ayant fait l'objet du projet de Transfert.

Le Transfert des Actions concernées et, s'il y a lieu, la cession de la créance, sera effectué:

(i) s'agissant des Actions moyennant un prix égal à la Valeur Unitaire multiplié par le nombre d'Actions préemptées et autres conditions indiquées dans le projet de Transfert;

(ii) s'agissant de la créance, moyennant un prix égal au montant nominal de ladite créance avec, s'il y a lieu, application de la décote mentionnée dans le projet de Transfert.

Néanmoins en cas de désaccord sur le prix, il pourra être recouru à un expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil français qui dispose que:

«Dans tous les cas où sont prévus la cession des droits sociaux d'un associé, ou le rachat de ceux-ci par la société, la valeur de ces droits est déterminée, en cas de contestation, par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible.».

Passé le délai de trente (30) jours, sans qu'aucun actionnaire bénéficiaire du Droit de Préemption n'ait exprimé le souhait d'acquérir les Actions et, le cas échéant, la créance, selon les conditions initialement prévues, ou en cas d'insuffisance des préemptions, la Partie Cédante sera libre de réaliser le Transfert des Actions et de la créance mais uniquement dans les conditions notifiées au Président, et au plus tard dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai de préemption.

6.3 Délais d'exercice du Droit de Préemption

Ce Droit de Préemption devra être exercé par les actionnaires bénéficiaires du Droit de Préemption sur la totalité des Actions dont le Transfert est envisagé et, le cas échéant, la totalité de la créance, et le Transfert devra intervenir dans les trente (30) jours suivant l'écoulement du délai de trente (30) jours visé à l'article 6.2, ou dans les quinze (15) jours

suivant la détermination définitive du prix par l'expert désigné en cas de mise en œuvre des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil français. En cas d'exercice du Droit de Prémption, la Partie Cédante ne pourra retirer ses Actions de la vente.

Tout délai visé aux articles 6, 7, 8 et 9 se calcule en jours calendaires et commence à courir le lendemain de la réception de la notification ou de l'accomplissement de l'acte qui le fait courir pour expirer le dernier jour à minuit. Lorsque ce dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal en France ou au Luxembourg, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant à minuit.

Art. 7. Clause de sortie conjointe. Les actionnaires bénéficieront d'une clause de sortie conjointe dans les conditions suivantes (ci-après «le Droit de Sortie Conjointe»).

7.1 Transfert d'Actions réalisé au profit d'un Tiers portant sur la majorité du capital de la Société.

Si des actionnaires décident de céder à un Tiers des Actions représentant plus de 50% du capital de la Société, ils s'engagent à acquérir ou faire acquérir en même temps, si les autres actionnaires le désirent, la totalité des Actions que ceux-ci détiennent dans le capital de la Société au moment du Transfert.

Par exception à ce qui précède, il est précisé que ce Droit de Sortie Conjointe ne s'appliquera pas en cas de Transfert des Actions détenues par une personne physique dans le cadre d'une dévolution successorale ou de la liquidation d'un régime matrimonial.

7.2 Mécanisme du droit de sortie

Tout projet de Transfert portant sur plus de 50% du capital de la Société devra être notifié au Président, au moins trente-huit (38) jours avant la date prévue pour la réalisation du Transfert conformément aux stipulations de l'article 6.2 ci-dessus.

Le Président devra informer tous les actionnaires de ce projet dans les meilleurs délais.

Les actionnaires non cédants disposeront d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification du Président susvisée pour demander le bénéfice de l'offre d'acquisition. Le défaut de réponse dans le délai de trente (30) jours vaudra renonciation irrévocable à bénéficier du droit de sortie.

S'ils acceptent, le Transfert des Actions devra intervenir dans les soixante (60) jours à compter de leur acceptation.

La notification de la possibilité d'une sortie conjointe peut-être faite concomitamment à la notification du droit de prémption. De même, les délais concernant la sortie conjointe courront concomitamment à ceux prévus pour la prémption visée à l'article 6.

Art. 8. Promesse de vente.

8.1 Promesse de Vente

Chaque actionnaire, au cas où il n'honorerait pas dans les quinze (15) jours de la notification à lui adressée en tout ou partie un appel de fonds portant sur les avances en compte courant auxquelles il se serait engagé correspondant à neuf fois le montant du capital souscrit, pourrait se voir contraint, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou pli express international restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours, à céder au profit de la Société ou à toute personne qu'elle se substituerait, l'intégralité des Actions qu'il détient dans le capital de la Société, conformément aux termes et conditions prévus ci-après (ci-après «la Promesse») et à faire abandon de toute créance de compte courant qu'il aurait déjà versée à la Société.

8.2 Mise en œuvre de la Promesse

A l'issue du délai prévu à l'article 8.1, la Société disposera d'un délai de deux (2) mois pour lever la promesse de vente. La décision de lever la Promesse sera notifiée par la Société à l'actionnaire concerné, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La cession sera parfaite du seul fait de la notification de la levée d'option par la Société, selon les modalités indiquées à l'alinéa qui précède.

Le transfert de la propriété et de la jouissance des Actions concernées interviendra au jour de la notification de la levée de l'option, c'est-à-dire, à défaut d'accord pour la réalisation de l'acquisition sur notification verbale, le jour de la première présentation de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou du pli express international visés ci-dessus.

La Société aura la jouissance et la propriété des Actions concernées à compter de cette date et aura droit à toute distribution de dividendes effectuée postérieurement à cette date. Elle sera subrogée à partir de cette date dans tous les droits et obligations attachés aux Actions transférées.

8.3 Prix de cession

Le prix de cession des Actions objet de la Promesse sera égal à sa valeur nominale, soit mille cinq cents euros (1.500,- EUR) par Action.

Le prix des Actions est payable au jour de la signature de l'acte de cession d'Actions ou le jour de la transcription du transfert dans les registres des Actionnaires s'il doit être fait usage des dispositions de l'article 9.5 ci-dessous.

L'abandon de toute éventuelle créance de compte courant de l'actionnaire défaillant sera concomitant à la cession des Actions.

8.4 Transfert des Actions et Abandon des Avances en Compte Courant

Sauf mise en œuvre des dispositions de l'article 9.5 ci-dessous, il sera établi un acte de cession signé par l'actionnaire concerné au profit de la Société ou de toute personne qu'elle se substituerait, portant transfert des Actions et prévoyant la remise par la Société du prix de cession. Il sera établi un contrat formalisant l'abandon de la créance, pour les avances en compte courant d'ores et déjà versées par l'actionnaire.

Art. 9. Dispositions générales concernant les transferts.

9.1 Tous Transferts d'Actions qui seraient faits par l'un des actionnaires en violation des dispositions des articles 6, 7 et 8 ci-dessus seront inopposables à la Société qui devra refuser de procéder à l'inscription dudit Transfert dans le registre des actionnaires de la Société, le tout sans préjudice des dispositions ci-dessous.

9.2 En cas de Transfert d'Actions fait par l'un des actionnaires en violation de l'une quelconque des dispositions des articles 6, 7 et 8 ci-dessus, tout actionnaire victime de la violation sera en droit de faire constater la nullité du Transfert irrégulièrement intervenu ou de poursuivre son annulation. Il sera, en outre, en droit d'exercer les droits méconnus sans que l'auteur de la violation ne puisse s'y opposer ou y faire échec de quelque façon que ce soit.

9.3 Les Transferts d'Actions prévus ci-dessus auront lieu, aux conditions ordinaires et de droit en pareille matière, étant précisé:

- que les Actions seront, lors de la régularisation des Transferts, libres de tout nantissement, privilège, gage ou autre sûreté, usufruit, charge ou restriction quelconque, droit d'option, droit de préemption ou autre et, plus généralement, de tout droit susceptible d'en réduire la valeur ou d'en limiter la jouissance;
- qu'en cas de préemption, les bénéficiaires bénéficieront, le cas échéant, des garanties d'actif et de passif mentionnées dans le projet de Transfert et ce, proportionnellement à leurs participations dans le capital de la Société;
- qu'en cas d'exercice du droit de sortie conjointe, les actionnaires non cédants devront consentir, le cas échéant, les mêmes engagements de garantie d'actif et de passif que ceux conférés par la Partie Cédante, mais seulement à proportion du nombre d'Actions par eux transférées et sans solidarité ni avec la Partie Cédante ni entre eux.

9.4 Dans le cas où un cessionnaire se refuserait expressément ou implicitement à régulariser le Transfert et/ou à verser tout ou partie du prix dans les conditions arrêtées ci-dessus, il sera tenu de plein droit quinze (15) jours après une mise en demeure restée sans effet, d'intérêts moratoires au taux légal majoré de 5 points, calculés sur le prix ou la partie impayée du prix des Actions, sans préjudice du droit pour la Partie Cédante des Actions concernées d'exercer toute action judiciaire appropriée et de demander tous dommages et intérêts.

9.5 Inversement, dans le cas où l'un des actionnaires tenu en vertu des articles 6, 7 et 8 de Transférer des Actions se refuserait expressément ou implicitement à régulariser le Transfert correspondant dans les conditions arrêtées ci-dessus, le Cessionnaire pourra en vue de faire constater le transfert de propriété des Actions dans les registres sociaux de la Société, consigner à la CARPA (compte de règlement pécuniaire des avocats en France) le prix correspondant. Dans ce cas, la simple remise à la Société des copies de la notification d'exercice des droits et du récépissé de la consignation du prix vaudra ordre de transfert et obligera la Société à passer les écritures qui en résulteraient dans le registre des actionnaires et les comptes d'associés correspondants.

Administration - Surveillance

Art. 10. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six (6) ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle avec ou sans justification.

Pouvoir est réservé à la société C3F SAS, prénommée, de proposer à l'assemblée générale une liste de candidats parmi lesquels sera choisi un administrateur.

En cas de cessation du mandat de l'administrateur proposé par C3F SAS, cette dernière présentera une nouvelle liste de candidats parmi lesquels sera nommé son successeur.

Les administrateurs exerceront leur mandat jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Si une personne morale est nommée au poste d'administrateur de la Société, cette personne morale devra désigner un représentant permanent qui exercera le mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. La personne morale susvisée ne peut démettre son représentant permanent qu'à la condition de lui avoir déjà désigné un successeur.

Toutefois au cas où il n'y aurait qu'un seul actionnaire la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre.

Art. 11.

11.1 Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

11.2 Le Président sera choisi parmi les administrateurs désignés par l'assemblée générale sur la liste de candidats proposés par C3F SAS, prénommée. Le premier Président sera désigné par l'assemblée générale. En cas d'absence du Président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

11.3 Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du Président ou sur la demande de deux administrateurs.

Il sera donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil d'Administration au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans la convocation de la réunion du Conseil d'Administration; cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du Conseil d'Administration de la Société sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion; il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil d'Administration de la Société soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique; des convocations écrites séparées ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un calendrier préalablement adopté par résolution du Conseil d'Administration de la Société.

11.4 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer qu'en cas de présence ou de représentation de la majorité de ses membres, les décisions n'étant valablement prises que si elles sont approuvées à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Les décisions suivantes ne seront valablement prises que pour autant que le Président ait exprimé un vote favorable:

- la conclusion d'emprunts ou d'avances à des tiers, à l'exception toutefois des prêts et avances consentis à des entités membres du groupe contrôlé par la Société;
- la délivrance de tout aval, caution ou garantie ou lettre de confort;
- l'octroi d'abandons de créances à tous tiers;
- l'acquisition ou la cession de toute branche d'activité, fonds de commerce ou participation dans une société ou groupement de même que l'aliénation d'un actif;
- l'engagement d'une action en justice de quelque nature que ce soit;
- la conclusion, résiliation ou modification de tout contrat passé, directement ou par personnes interposées, entre la Société et (i) l'un de ses administrateurs ou dirigeants ou (ii) l'un de ses associés ou (iii) s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce français;
- la réalisation de tous achats ou investissements supérieurs à mille euros (1.000,- EUR) par opération;
- l'embauche et le licenciement de tous salariés;
- et plus généralement la réalisation d'opérations sortant de la gestion courante de la Société.

11.5 Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil d'Administration en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre administrateur comme son mandataire; un administrateur peut également nommer un autre administrateur comme son mandataire par téléphone, mais cette nomination devra ensuite être confirmée par écrit.

11.6 Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'identifier, s'entendre et se parler, la participation à la réunion par l'un de ces moyens équivalant à une participation en personne à la réunion.

11.7 Les résolutions circulaires signées par tous les administrateurs seront valables et engageront la Société comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil d'Administration dûment convoquée et tenue. Les signatures des administrateurs peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique confirmées en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

11.8 Les procès-verbaux des séances du Conseil d'Administration sont signés par les membres présents aux séances.

11.9 Les copies ou extraits seront certifiés conformes par deux administrateurs ou par le Président.

11.10 Le Conseil d'Administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la Société.

Art. 12. Vis-à-vis de tiers la Société se trouve engagée par la signature conjointe de deux administrateurs, dont celle du Président.

Art. 13. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Assemblée générale.

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier jour ouvrable du mois de juin à 10 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Art. 16. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Une assemblée générale peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire. Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le dixième (1/10) du capital social.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Tout actionnaire peut participer à l'assemblée générale par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à l'assemblée générale peuvent s'identifier, s'entendre et se parler, la participation à l'assemblée générale par l'un de ces moyens équivalant à une participation en personne à l'assemblée générale.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de pertes et profits. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société un (1) mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges et amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration pourra avec l'approbation du commissaire aux comptes et sous l'observation des règles y relatives, verser des acomptes sur dividendes.

Dissolution - Liquidation.

Art. 20. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs.

Pacte d'actionnaires.

Art. 21. Les actionnaires peuvent établir entre eux un pacte dont les termes prévaudront aux présents statuts entre les parties à celui-ci (ci-après «le Pacte d'Actionnaires»).

Art. 22. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts ou le Pacte d'Actionnaires éventuel.

Dispositions transitoires:

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre 2013.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération:

Les deux cent treize (213) actions ont été souscrites et libérées comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en EUR
1. Gérard PEY	5	libérées en espèces à concurrence de 7.500,- EUR
2. Jacques PAQUET	10	libérées en espèces à concurrence de 15.000,- EUR
3. Alain REYNAUD	10	libérées en espèces à concurrence de 15.000,- EUR
4. Christian REYNAUD	10	libérées en espèces à concurrence de 15.000,- EUR
5. CRISTAL INVEST Sarl	8	libérées en espèces à concurrence de 12.000,- EUR
6. Marie FABBRI veuve BRUNIER	7	libérées en espèces à concurrence de 10.500,- EUR
7. THONGLANG LIMITED	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
8. Martin TRELCAT	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
9. Ling Yan AU YEUNG	3	libérées en espèces à concurrence de 4.500,- EUR

10. Gaëlle COCCHI épouse COUMERT	7	libérées en espèces à concurrence de 10.500,- EUR
11. SP2E Sarl	10	libérées en espèces à concurrence de 15.000,- EUR
12. Caroline PELISSIER épouse LAN	4	libérées en espèces à concurrence de 6.000,- EUR
13. Alexis BARLATIER	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
14. Stanislas RICHARDOT	3	libérées en espèces à concurrence de 4.500,- EUR
15. Chantal BACHELARD	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
16. Maxime GERARD	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
17. Dimitri DURIEUX	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
18. SIX BRAZIL S.C.	21	libérées en espèces à concurrence de 31.500,- EUR
19. Sébastien ROFFINO	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
20. VAKRALY S.A.	10	libérées en espèces à concurrence de 15.000,- EUR
21. Pierre ARANDA	6	libérées en espèces à concurrence de 9.000,- EUR
22. Matthias BAULAND	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
23. Rémi SCHULTZ	3	libérées en espèces à concurrence de 4.500,- EUR
24. Pierric FINET	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
25. Yann BALAY	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
26. Thomas HOPPENOT	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
27. Aurore DEQUESNE épouse ARNOUX	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
28. Yves RENAUD	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
29. Coralie PERRIER épouse FAVRE	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
30. Charles CAUNESIL	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
31. Henrik WAMBERGUE	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
32. Sophie BOURGOGNE épouse WAMBERGUE	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
33. Grégory BALAY	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
34. Romain DOLIGEZ	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
35. Florent HÜBSCH	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
36. Stéphane LAVIGNE	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
37. Karl WAMBERGUE	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
38. Ludivine BROSSAT épouse GENTINA	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR

39. Benjamin GENTINA	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
40. Romain BERGER	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
41. Jérôme COURBEMICHOLET	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
42. Jean-Sébastien SCHWERTZ	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
43. Nicolas JACQMIN	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
44. Astrid FORISSIER épouse HÜBSCH	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
45. BERNARD BÜSCHI ET CIE S.A.	20	libérées en espèces à concurrence de 30.000,- EUR
46. Marie-Thérèse MARTIN épouse VEILLE	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
47. Pierre-Arnoux MAYOLY	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
48. Emmanuel RINGEVAL	3	libérées en espèces à concurrence de 4.500,- EUR
49. Julie PANISSET épouse DELOBEL	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
50. Luc DELOBEL	3	libérées en espèces à concurrence de 4.500,- EUR
51. Yann BALTHAZARD	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
52. FINSUR S. à r.l.	5	libérées en espèces à concurrence de 7.500,- EUR
53. Olivier COCHET	3	libérées en espèces à concurrence de 4.500,- EUR
54. Julien-Emmanuel MARTIN-ROSSET	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
55. Marina BOSSARD	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
56. Olivier BRUN	2	libérées en espèces à concurrence de 3.000,- EUR
57. Victoria WOLF épouse MARTINROSSET	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
58. PIMALO-INVEST Sàrl	10	libérées en espèces à concurrence de 15.000,- EUR
59. Grégory DURIEUX	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
60. Denis DURIEUX	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
61. CAFIRIO CONSULTORIA EMPRESARIAL Ltda	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
62. C3F SAS	1	libérée en espèces à concurrence de 1.500,- EUR
Totaux	213	EUR 319.500,-

Toutes les actions ont été intégralement libérées à concurrence de trois cent dix-neuf mille cinq cents euros (319.500,- EUR) moyennant des versements espèces, de sorte que le montant de trois cent dix-neuf mille cinq cents euros (319.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant qui le constate.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de deux mille six cent soixante-dix euros (2.670,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires représentant l'intégralité du capital social, représentés comme dit ci-avant et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité des voix, les décisions suivantes:

1) Le siège social de la société est fixé au 7 rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

2) Sont appelés à la fonction de membres du Conseil d'Administration, pour une durée arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018:

- Sur la liste proposée par «C3F S.A.S.», prénommée:

1. Monsieur Grégory FOUQUE, né le 20 septembre 1978 à Tassin-La-Demi-Lune, Directeur Général de C3F SAS, demeurant 18 allée des Eglantiers, F-69450 St-Cyr-Au-Mont d'Or

- ainsi que

2. Monsieur Olivier REMACLE, né le 15 juin 1970 à Messancy, expert comptable, demeurant professionnellement 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

3. Monsieur Christophe GAUL, né le 3 avril 1977 à Messancy, gérant de sociétés, demeurant professionnellement 7 rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

3) Est appelé à la fonction de Président du Conseil d'Administration:

Monsieur Grégory FOUQUE, prénommé.

4) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2018:

La société à responsabilité limitée «PME Xpertise S.à r.l.», avec siège social rue de la Libération 13, L-5969 Itzig (RCS Luxembourg N° B100.087).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du Notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le Notaire, le présent acte.

Signé: V. WAUTHIER, P. DECKER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 septembre 2013. Relation: LAC/2013/43607. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros)

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 08 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141223/700.

(130172311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

**Forsides Luxembourg, Société Anonyme,
(anc. Elips Actuarial Services Luxembourg).**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 104.907.

L'an deux mille treize, le sixième jour du mois de septembre.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «Elips Actuarial Services Luxembourg», ayant son siège social à L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 104.907, constituée suivant acte reçu par Maître Anja HOLTZ, alors notaire de résidence à Wiltz, en date du 17 septembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 247 du 18 mars 2005, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, notaire de résidence à Diekirch, en date du 19 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 354 du 13 février 2013 (la "Société").

L'assemblée est ouverte à 14.45 heures sous la présidence de Monsieur Michaël RONGY, directeur des finances et de la comptabilité, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

Le président désigne comme secrétaire Madame Caroline RAMIER, employée privée, demeurant professionnellement à L-9242 Diekirch, 4, rue Alexis Heck.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Michaël RONGY, directeur des finances et de la comptabilité, demeurant professionnellement à L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

Le bureau étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Que l'intégralité du capital social, qui est fixé à un million sept cent cinquante mille euros (EUR 1.750.000,-), divisé en dix-sept mille cinq cents (17.500) actions sans désignation de valeur nominale, étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Changement de la dénomination sociale de «Elips Actuarial Services Luxembourg» en «Forsides Luxembourg»;
2. Modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la Société pour le mettre en concordance avec la résolution qui précède;
3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale, après délibération, l'assemblée générale prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la Société «Elips Actuarial Services Luxembourg» en «Forsides Luxembourg».

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes entre les personnes ci-avant et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de «Forsides Luxembourg» ».

Frais

Les frais, dépens, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à neuf cents euros (EUR 900,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du Bureau, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. RONGY, C. RAMIER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 09 septembre 2013. Relation: DIE/2013/10920. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 08 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141185/62.

(130172098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Forsides Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 104.907.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 09 octobre 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 10 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141996/10.

(130173897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

DBAG Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 180.639.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of September.

Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

1) DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1695, acting through its general partner DBG Fund VI GP (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1680, acting through its general partner DBG Management GP (Guernsey) Limited, a limited company having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Companies of the Island of Guernsey under number 55086,

2) DBAG Fund VI (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1692, acting through its general partner DBG Fund VI GP (Guernsey) L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Limited Partnerships of the Island of Guernsey under number 1680, acting through its general partner DBG Management GP (Guernsey) Limited, a limited company governed by the laws of Guernsey, having its registered office at First Floor, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG and registered with the Register of Companies of the Island of Guernsey under number 55086,

3) DBG Advisors VI GmbH & Co. KG, a company governed by the laws of Germany, having its registered office at Börsenstraße 1, 60313 Frankfurt am Main, Germany, and registered with the Frankfurt trade register under number HRA 46856, acting through its general partner DBG Service Provider Verwaltungs GmbH, a company governed by the laws of Germany, having its registered office at Kleine Wiesenau 1, 60323 Frankfurt am Main, Germany, and registered with the Frankfurt trade register under number HRB 90813

all three here represented by Ms Monica Morsch, private employee, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of three proxies under private seal given in Frankfurt and Guernsey on September 30, 2013; such proxies, signed by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The following articles of incorporation of a company have then been drawn-up:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of "DBAG Holding I S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the Municipality of Niederaanven.

The registered office may be transferred to any other place within the Municipality of Niederaanven by a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Incorporation, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Incorporation.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into:

- twelve thousand four hundred ten (12,410) ordinary shares (the "Ordinary Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class A shares (the "Class A Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class B shares (the "Class B Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class C shares (the "Class C Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class D shares (the "Class D Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class E shares (the "Class E Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;;
- ten (10) class F shares (the "Class F Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class G shares (the "Class G Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up;
- ten (10) class H shares (the "Class H Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up; and
- ten (10) class I shares (the "Class I Shares") with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Incorporation or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The issued capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire classes of Shares provided however that the Company may not at any time repurchase and cancel the Ordinary Shares. In the case of repurchases and cancellations of classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the following order:

- i. Class I Shares;
- ii. Class H Shares;
- iii. Class G Shares;
- iv. Class F Shares;
- v. Class E Shares;
- vi. Class D Shares;
- vii. Class C Shares;
- viii. Class B Shares; and
- ix. Class A Shares.

The cancellation value per share (the "Cancellation Value Per Share") shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.

The total cancellation amount (the "Total Cancellation Amount") shall be an amount determined by the general meeting of shareholders or the Manager or the Board of Managers, as the case may be, on the basis of the relevant interim accounts of the Company at a date not older than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant calls of shares and approved by the general meeting of shareholders. The Total Cancellation Amount for each of the Classes I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise decided by the general meeting of shareholders, provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Available Amount (the "Available Amount") means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to article 28 of the Articles of Incorporation, increased by:

- i. any freely distributable reserves,
- ii. the amount of the share capital reduction and of the share premium relating to the Class of Shares to be cancelled, and
- iii. as the case may be, the legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, but reduced by:
 - i. any losses (included carried forward losses), and
 - ii. any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Incorporation or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

The Board of Managers may appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager himself and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

The Chairman will preside over all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the Managers present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Managers and shall not consider or vote on any such transaction.

To the extent that only one Manager has been appointed, the said Manager will vote and the minutes of the meeting of the Board of Managers will specify such conflict of interest.

To the extent that only one (1) A Manager and one (1) B Manager have been appointed, the Manager having a personal interest will disclose such personal interest and will be authorized to vote. The minutes of the meeting of the Board of

Managers will specify such conflict of interest and a special report will be made to the shareholders in that respect at the following general meeting of the shareholders

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Incorporation may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Incorporation and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the first day of the month of June.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Incorporation or the Laws, by the Manager(s), subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Incorporation and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles of Incorporation or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Incorporation of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Incorporation, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Chapter V. Financial year, financial statements, distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager (s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s).

In respect of each distribution of dividend, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- each Ordinary Share shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty-five per cent (0.65%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class A Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point sixty per cent (0.60%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class B Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty-five per cent (0.55%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class C Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point fifty per cent (0.50%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class D Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty-five per cent (0.45%) per annum of the nominal value of such share, then,
- each Class E Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point forty per cent (0.40%) per annum of the nominal value of such share, then,

- each Class F Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty-five per cent (0.35%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class G Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point thirty per cent (0.30%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class H Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than twenty-five per cent (0.25%) per annum of the nominal value of such share, then,
 - each Class I Share (if any) shall entitle to a cumulative dividend in an amount of not less than zero point twenty per cent (0.20%) per annum of the nominal value of such share, (together the "Profit Entitlement"); and
- any remaining dividend amount after allocation of the Profit Entitlement shall be allocated in whole to all the shares forming the then last outstanding class of shares in reverse alphabetical order (starting from the Class I Shares until the Class A Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

In case of liquidation, all assets and cash of the Company shall be applied in the following order of priority:

- (i) first, to the creditors (whether by payment or the making of reasonable provision for payment thereof) for all the Company's debts and liabilities;
- (ii) second, to the shareholders for the repayment of the nominal value of their shares in the Company;
- (iii) third, to the holders of all classes of shares in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Chapter VII. Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been recorded by the notary, the Company's shares have been subscribed and the nominal value of these shares has been one hundred per cent (100%) paid in cash as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P.	EUR 2,345.-	2,318 Ordinary Shares 3 Class A Shares 3 Class B Shares 3 Class C Shares 3 Class D Shares 3 Class E Shares 3 Class F Shares 3 Class G Shares 3 Class H Shares 3 Class I Shares	EUR 2,345.-
DBAG Fund VI (Guernsey) L.P.	EUR 9,999.-	9,972 Ordinary Shares 3 Class A Shares 3 Class B Shares 3 Class C Shares 3 Class D Shares 3 Class E Shares 3 Class F Shares 3 Class G Shares 3 Class H Shares 3 Class I Shares	EUR 9,999.-
DBG Advisors VI GmbH & Co. KG	EUR 156.-	120 Ordinary Shares 4 Class A Shares 4 Class B Shares	EUR 156.-

		4 Class C Shares	
		4 Class D Shares	
		4 Class E Shares	
		4 Class F Shares	
		4 Class G Shares	
		4 Class H Shares	
		4 Class I Shares	
Total:	EUR 12,500.-	12,410 Ordinary Shares	EUR 12,500.-
		10 Class A Shares	
		10 Class B Shares	
		10 Class C Shares	
		10 Class D Shares	
		10 Class E Shares	
		10 Class F Shares	
		10 Class G Shares	
		10 Class H Shares	
		10 Class I Shares	

The amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

Transitory Provision

The first financial year of the Company will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December of 2013.

Shareholders resolutions

First Resolution

The general meeting of shareholders resolved to establish the registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel.

Second Resolution

The general meeting of shareholders resolved to set at 2 the number of Manager(s) and further resolved to appoint the following for an unlimited duration:

- James Bermingham, lawyer, born in Sheffield, United Kingdom, on 19 December 1972, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Anke Jager, manager, born in Salzgitter, Germany, on 22 April 1968, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows and speaks English, stated that on request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed has been worded in English followed by a German version; on request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person(s), who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausend und dreizehn, am dreissigsten September.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Marc Loesch, mit dem Amtssitz in Bad Mondorf, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

1) DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P., eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1695, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Fund VI GP (Guernsey) LP, eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter

Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1680, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Management GP (Guernsey) Limited, eine limited company mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen im Guernsey Registry unter der Nummer 55086,

2) DBAG Fund VI (Guernsey) L.P., eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1692, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Fund VI GP (Guernsey) LP eine Kommanditgesellschaft geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz im 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 1680, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Management GP (Guernsey) Limited, eine limited company geregelt nach dem Recht von Guernsey, mit Sitz in 1. Stock, La Plaiderie Chambers, La Plaiderie, St Peter Port, Guernsey GY1 1WG und eingetragen beim Guernsey Registry unter der Nummer 55086,

3) DBG Advisors VI GmbH & Co. KG, eine Gesellschaft geregelt nach deutschem Recht, mit Sitz Börsenstraße 1, 60313 Frankfurt am Main, Deutschland, und eingetragen beim Frankfurter Handelsregister unter der Nummer HRA 46856, handelnd durch ihren Komanditisten DBG Service Provider Verwaltungs GmbH eine Gesellschaft geregelt nach deutschem Recht, mit Sitz Kleine Wiesenau 1, 60323 Frankfurt am Main, Deutschland, und eingetragen beim Frankfurter Handelsregister unter der Nummer HRB 90813,

all drei hier vertreten durch Frau Monica Morsch, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxemburg,

kraft dreier privatschriftlichen am 30. September 2013 in Frankfurt und Guernsey erteilten Vollmachten.

Die oben genannten Vollmachten, welche von dem Vollmachtnehmer und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet wurden, bleiben der vorliegenden notariellen Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Daraufhin wurde die Satzung einer Gesellschaft wie folgt festgestellt:

Kapitel I. Form, Name, Sitz, Gegenstand, Dauer

Art. 1. Form, Name. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die „Gesellschaft“) gegründet, die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg (den „Gesetzen“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Die Gesellschaft kann aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist, oder aus mehreren Gesellschaftern, deren Zahl jedoch vierzig (40) nicht überschreiten darf, bestehen.

Die Gesellschaft wird unter dem Namen „DBAG Holding S.à r.l.“ firmieren.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft wird ihren Sitz in der Gemeinde Niederanven haben.

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Niederanven verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch einen Beschluss der (des) Geschäftsführer(s) entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Sollte(n) die (der) Geschäftsführer oder die Geschäftsführung der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder den Austausch mit der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen der Geschäftsstelle am Gesellschaftssitz und im Ausland befindlichen Personen beeinträchtigen könnten, so kann die Gesellschaft den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse ins Ausland zu verlegen. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf das Statut der Gesellschaft, welche trotz der vorübergehenden Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Die genannten vorübergehenden Maßnahmen sind von der Geschäftsführung zu beschließen und den hiervon betroffenen Dritten mitzuteilen.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Der Zweck der Gesellschaft umfasst die Akquisition, das Halten und die Veräußerung von Beteiligungen an luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann Unternehmen, welche der Unternehmensgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten in jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann auch in Immobilien, geistiges Eigentum oder jegliche andere bewegliche oder unbewegliche Vermögensgüter investieren.

Die Gesellschaft kann in jeder Art und Form Darlehen aufnehmen und private Schuldscheine oder ähnliche Schuldtitel oder Warrants oder ähnliche Anteile, die Recht auf Aktien geben, ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit ausführen, welche für die Ausführung und Entwicklung ihres Zweckes dienlich ist.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit aufgelöst werden durch einen Beschluss des/der Gesellschafter, der in Übereinstimmung mit dem nach dem Gesetz oder dieser Satzung für die Änderung der Satzung erforderlichen Quorum und den erforderlichen Mehrheiten gefasst wird, und in Übereinstimmung mit Artikel 29 dieser Satzung.

Kapitel II. Kapital, Anteile

Art. 5. Ausgegebenes Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist wie folgt aufgeteilt:

- zwölftausendvierhundertzehn (12.410) Stammanteile (die „Stammanteile“) mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse A (die „Klasse A Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse B (die „Klasse B Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse C (die „Klasse C Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse D (die „Klasse D Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse E (die „Klasse E Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse F (die „Klasse F Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse G (die „Klasse G Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse H (die „Klasse H Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;
- zehn (10) Anteile der Klasse I (die „Klasse I Anteile“) mit einem Nennwert von einem Euro (EUR 1,-), welche vollständig eingezahlt sind;

Vorbehaltlich gegenteiliger Satzungs- oder Gesetzesbestimmungen sind alle Anteile mit denselben Rechten und Pflichten ausgestattet.

Zusätzlich zum ausgegebenen Gesellschaftskapital kann ein Agioreservekonto eingerichtet werden auf das alle Aktienagios, die auf einen Anteil eingezahlt werden, verbucht werden. Der Betrag dieses Agioreservekontos kann zur Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihrem(n) Gesellschafter(n) zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an den/die Gesellschafter in Form von Dividenden oder um Mittel zur gesetzlichen Rücklage bereitzustellen, verwendet werden.

Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann durch Rückkauf und Annullierung von einer oder mehrerer Anteilsklassen zurückgesetzt werden, wobei die Gesellschaft jedoch nicht zu jeder Zeit die Stammanteile zurückkaufen und annullieren darf. Falls Rückkäufe und Annullierungen von Anteilsklassen vorgesehen sind, sind diese in folgender Reihenfolge durchzuführen:

- i) Anteile der Klasse I
- ii) Anteile der Klasse H
- iii) Anteile der Klasse G
- iv) Anteile der Klasse F
- v) Anteile der Klasse E
- vi) Anteile der Klasse D
- vii) Anteile der Klasse C
- viii) Anteile der Klasse B
- ix) Anteile der Klasse A

Der Annullierungsbetrag pro Anteil (der „Annullierungswert pro Anteil“) wird errechnet, indem der gesamte Annullierungsbetrag durch die Anzahl der betroffenen Anteile in der zurückzukaufenden und zu annullierenden Anteilsklasse geteilt wird.

Der gesamte Annullierungsbetrag (der „Gesamte Annullierungsbetrag“) ist ein Wert, welcher gegebenenfalls durch die Generalversammlung oder den (die) Geschäftsführer, auf Basis der relevanten Zwischenbilanzen der Gesellschaft, nicht früher als acht (8) Tage vor Rückkauf und Annullierung der betroffenen Anteilsklassen ermittelt und durch die Generalversammlung bestätigt worden ist. Der Gesamte Annullierungsbetrag für jede der Anteilsklassen I, H, G, H, E, D, C, B und A entspricht dem verfügbaren Betrag der betroffenen Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Annullierung dieser betroffenen Klasse, vorausgesetzt die Generalversammlung trifft keine andere Entscheidung, wobei der Gesamte Annullierungsbetrag niemals höher als ein solcher verfügbarer Betrag sein darf.

Im Moment des Rückkaufs und der Annullierung der Anteile einer bestimmten Anteilsklasse wird die Gesellschaft den Annullierungsbetrag pro Aktie schuldig.

Verfügbarer Betrag (der „Verfügbare Betrag“) bedeutet der Gesamtbetrag des Reingewinns der Gesellschaft (einschließlich des Gewinnvortrags) bis zu der Summe auf die der Gesellschafter, aufgrund von Artikel 28 der Statute, Anrecht auf Gewinnausschüttung gehabt hätte, zuzüglich:

- i) jeglicher frei auszuschüttender Rücklagen,
- ii) den Betrag der Kapitalreduzierung und des Agios welches sich auf die zu annullierende Anteilsklasse bezieht, und
- iii) gegebenenfalls, die Reduzierung der gesetzlichen Rücklage welche sich auf die zu annullierende Anteilsklasse bezieht, jedoch abzüglich
- i) jegliche Verluste (einschließlich Verlustvorträge), und
- ii) jegliche Summen welche aufgrund gesetzlicher oder satzungsgemäßer Bestimmungen als Rücklage eingebracht werden müssen.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme.

Jeder Anteil ist der Gesellschaft gegenüber unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer von Anteilen müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Der Alleingesellschafter kann seine Anteile frei übertragen.

Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern, so sind die Anteile unter ihnen frei übertragbar und die Anteile können nur dann an NichtGesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafter mit einer Mehrheit, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals darstellt, ihr Einverständnis erklären.

Die Übertragung von Anteilen muss durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Eine solche Übertragung wird gemäß Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuches Luxemburgs erst dann gegenüber der Gesellschaft oder Dritten bindend, wenn sie der Gesellschaft gegenüber ordnungsgemäß angezeigt oder von dieser angenommen worden ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt ihre eigenen Anteile im Hinblick auf deren sofortige Annullierung zurückzuerwerben.

Anteilsbesitz führt die stillschweigende Akzeptanz der Satzung und der von den (dem) Gesellschafter(n) gültig getroffenen Beschlüsse mit sich.

Art. 7. Kapitalerhöhung und Kapitalherabsetzung. Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s), der mit Anwesenheits- und Mehrheitsverhältnissen, wie sie aufgrund der Gesetze oder der Satzung zur Änderung der Satzung erforderlich sind, gefasst wird, einmal oder mehrmals erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit, Tod, Aussetzung von Bürgerrechten, Konkurs oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit, der Tod, die Aussetzung von Bürgerrechten, der Konkurs oder die Insolvenz oder ein vergleichbarer, die (den) Gesellschafter betreffender Umstand, hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III. Geschäftsführer, Wirtschaftsprüfer

Art. 9. Geschäftsführer. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, welche keine Gesellschafter sein müssen, geführt (die (der) „Geschäftsführer“).

Werden zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so verwalten sie die Gesellschaft gemeinschaftlich.

Werden mehr als zwei (2) Geschäftsführer bestellt, so wird ein Geschäftsführungsrat (der „Geschäftsführungsrat“) gegründet.

Die Geschäftsführer werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, welche(r) ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die (der) Geschäftsführer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden.

Die (der) Gesellschafter können (kann) beschließen, die gewählten Geschäftsführer als Geschäftsführer A (der (die) „Geschäftsführer A“) oder als Geschäftsführer B (die (der) „Geschäftsführer B“) zu qualifizieren.

Der/die Gesellschafter soll(en) weder an der Geschäftsführung teilnehmen noch in diese eingreifen.

Art. 10. Befugnisse der (des) Geschäftsführer(s). Die (der) Geschäftsführer haben (hat) die weitestgehenden Befugnisse, um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Handlungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die aufgrund der Satzung oder von Gesetzes wegen nicht ausdrücklich den Gesellschaftern oder den Wirtschaftsprüfern vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit der (des) Geschäftsführer(s).

Art. 11. Übertragung von Befugnissen - Vertretung der Gesellschaft. Die (der) Geschäftsführer können (kann) spezielle Befugnisse oder Vollmachten an Personen oder Ausschüsse, die von ihnen gewählt werden, übertragen oder diese mit bestimmten ständigen oder zeitweiligen Funktionen ausstatten.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die alleinige Unterschrift des einzigen Geschäftsführers oder, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern, gebunden.

Falls die (der) Gesellschafter die Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B qualifiziert haben (hat), ist die Gesellschaft Dritten gegenüber nur gebunden, wenn ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B gemeinsam unterzeichnen.

Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber auch durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift derjenigen Personen gebunden, denen eine spezielle Vollmacht von dem (den) Geschäftsführer(n) übertragen worden ist, jedoch nicht über die Grenzen dieser speziellen Vollmacht hinaus.

Art. 12. Sitzung des Geschäftsführungsrates. Für den Fall, dass ein Geschäftsführungsrat bestellt wird, gelten folgende Regeln:

Der Geschäftsführungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden benennen (der „Vorsitzende“). Er kann auch einen Schriftführer benennen, welcher selbst kein Geschäftsführer sein muss und für die Protokollführung der Sitzung der Geschäftsführung zuständig ist (der „Schriftführer“).

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Aufruf durch den Vorsitzenden zusammen. Eine Versammlung des Geschäftsführungsrates muss einberufen werden, wenn zwei (2) seiner Mitglieder dies verlangen.

Der Vorsitzende steht allen Versammlungen des Geschäftsführungsrates vor, es sei denn, dass in seiner Abwesenheit der Geschäftsführungsrat ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates durch mehrheitliche Abstimmung durch die anwesenden oder vertretenen Mitglieder als zeitweisen Vorsitzenden ernennt.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder mit vorheriger Zustimmung aller Teilnahmeberechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrates mindestens drei (3) Kalendertage vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel einberufen. Jede dieser Benachrichtigungen soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Auf die Mitteilung kann durch ordnungsgemäß dokumentierten Beschluss jedes Geschäftsführungsmitglieds verzichtet werden. Für Sitzungen, deren Zeit und Ort in einem zuvor von der Geschäftsführung angenommenen Beschluss festgelegt wurde, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Die Sitzungen des Geschäftsführungsrates finden in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den die Geschäftsführung von Zeit zu Zeit bestimmen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei den Sitzungen des Geschäftsführungsrates durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführungsrates vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich ermächtigt; die Bevollmächtigung kann durch jedes die Schriftlichkeit gewährleistende Kommunikationsmedium übertragen werden. Jeder Geschäftsführer kann einen oder mehrere Geschäftsführer vertreten.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrates erfordert die Anwesenheit von mindestens der Hälfte (1/2) seiner amtierenden Mitglieder, wobei im Falle der Qualifizierung der Geschäftsführer als Geschäftsführer A oder als Geschäftsführer B, außerdem mindestens ein (1) Geschäftsführer A und ein (1) Geschäftsführer B anwesend oder vertreten sein muss.

Entschlüsse werden per Mehrheitsbescheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Geschäftsführungsrates gefasst.

Ein oder mehrere Mitglieder des Geschäftsführungsrates können an Sitzungen durch eine Telefonkonferenzschaltung oder durch ähnliche Mittel, welche die gleichzeitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellen, teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichgestellt.

Eine von allen Geschäftsführern unterzeichnete Entscheidung steht einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Geschäftsführungsrates gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann festgehalten werden in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 13. Beschlüsse der Geschäftsführung. Die Beschlüsse der(s) Geschäftsführer(s) werden schriftlich festgehalten.

Alle Sitzungsprotokolle werden vom Vorsitzenden und vom Schriftführer (falls es einen solchen gibt) unterzeichnet. Alle Vollmachten werden den betreffenden Sitzungsprotokollen beigelegt.

Kopien oder Auszüge der schriftlichen Beschlüsse oder Sitzungsprotokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt wurde, unterzeichnet werden.

Art. 14. Vergütung und Ausgaben. Vorbehaltlich der Zustimmung durch die (den) Gesellschafter, können (kann) die (der) Geschäftsführer eine Vergütung hinsichtlich ihrer (seiner) Verwaltung der Gesellschaft erhalten. Darüber hinaus können den Geschäftsführern sämtliche Ausgaben, die im Rahmen einer solchen Verwaltung oder zur Verfolgung des Gesellschaftsgegenstandes getätigt wurden, zurückerstattet werden.

Art. 15. Interessenkonflikte. Wenn einer der Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat oder haben könnte, muss er dieses persönliche Interesse den anderen Geschäftsführern anzeigen und darf nicht an der Abstimmung über dieses Rechtsgeschäft teilnehmen.

Falls es nur einen Geschäftsführer gibt, wird dieser Geschäftsführer abstimmen, und das Sitzungsprotokoll des Geschäftsführungsrates wird den Interessenskonflikt darlegen.

Falls es nur einen (1) A Geschäftsführer und einen (B) Geschäftsführer gibt, wird der Geschäftsführer mit persönlichem Interesse an einem Rechtsgeschäft dieses Interesse kundtun und darf abstimmen. Das Sitzungsprotokoll des Geschäftsführungsrates wird den Interessenskonflikt darlegen und ein Sonderbericht wird diesbezüglich bei der nächsten Generalversammlung an die Gesellschafter adressiert.

Art. 16. Haftung der Geschäftsführung - Freistellung. Die (der) Geschäftsführer treffen (trifft) keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund ihrer (seiner) Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen.

Geschäftsführer sind für die Ausführung ihrer Aufgaben verantwortlich.

Die Gesellschaft stellt jeden Geschäftsführer, Angestellten oder Mitarbeiter und, gegebenenfalls, dessen Erben, Nachlassverwalter und Vermögensverwalter, von Schäden und Ausgaben frei, die ihm im Zusammenhang eines Rechtsstreits oder eines Prozesses, an dem er aufgrund seiner Funktion als Geschäftsführer oder früherer Geschäftsführer, Angestellter oder Mitarbeiter der Gesellschaft beteiligt ist. Das Gleiche gilt, wenn er auf Anfrage der Gesellschaft für eine andere Gesellschaft an der die Gesellschaft beteiligt ist oder von der sie Gläubigerin ist, Ausgaben tätigt und der gegenüber er nicht zur Freistellung berechtigt ist, außer bei Klagsachen in denen er schließlich endgültig wegen grober Fahrlässigkeit oder Misswirtschaft verurteilt wurde. Im Falle eines Vergleichs wird Freistellung nur für vom Vergleich umfasste Fragen gewährt, bei denen die Gesellschaft von ihrem Rechtsbeistand dahingehend beraten worden ist, dass der freizustellenden Person keine grobe Fahrlässigkeit oder grobes Fehlverhalten vorzuwerfen ist. Das vorgenannte Recht zur Freistellung schließt keine anderen Rechte aus zu denen die betreffende Person berechtigt ist.

Art. 17. Wirtschaftsprüfer. Außer in den Fällen, in denen die gesetzlichen Bestimmungen die Prüfung der Jahresabschlüsse und konsolidierten Jahresabschlüsse durch einen zugelassenen Wirtschaftsprüfer vorsehen, wird das Geschäft der Gesellschaft und deren finanzielle Situation, einschließlich insbesondere der Bücher und Konten durch Wirtschaftsprüfer, welche nicht Gesellschafter zu sein brauchen, geprüft.

Die statutorischen oder zugelassenen Wirtschaftsprüfer, falls es solche gibt, werden durch die (den) Gesellschafter ernannt, der ihre Anzahl und die Dauer ihres Mandats festlegt. Die Wirtschaftsprüfer können wiederernannt werden und können jederzeit, mit oder ohne Grund, durch einen Beschluss der (des) Gesellschafter(s) abberufen werden außer in Fällen, in denen das Gesetz vorschreibt, dass der zugelassene Wirtschaftsprüfer nur aufgrund schwerwiegendem Grund oder in gegenseitigem Einverständnis abberufen werden kann.

Kapitel IV. Gesellschafter

Art. 18. Befugnisse der Gesellschafter. Die Gesellschafter haben die Rechte, die ihnen nach der Satzung und dem Gesetz zustehen. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Gesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat.

Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung repräsentiert alle Gesellschafter.

Art. 19. Jahresgesellschafterversammlung. Die Jahresgesellschafterversammlung, die verpflichtend abgehalten werden muss wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, wird am ersten Juni abgehalten.

Wenn dieser Tag ein Tag ist an dem Banken in Luxemburg nicht geöffnet sind, wird die Versammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

Art. 20. Andere Gesellschafterversammlungen. Besteht die Gesellschaft aus mehreren, jedoch nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, können die Beschlüsse der Gesellschafter in schriftlicher Form gefasst werden. Schriftliche Beschlüsse können in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Gesellschaftern unterzeichnet festgehalten sein. Sind die zu fassenden Beschlüsse von den Geschäftsführern an die Gesellschafter übermittelt worden, so sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel, zukommen zu lassen. Die Bestimmungen zur Beschlussfähigkeit und den erforderlichen Mehrheiten bei Beschlüssen der Gesellschafterversammlung sind sinngemäß auf die Beschlussfassung im schriftlichen Verfahren anwendbar.

Gesellschafterversammlungen, einschließlich der Jahresgesellschafterversammlung werden am Gesellschaftssitz abgehalten oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg; sie können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Interesse des (der) Geschäftsführer(s) liegt, dies erforderlich machen.

Art. 21. Mitteilung von Gesellschafterversammlungen. Außer in den Fällen eines Alleingesellschafter, können sich die Gesellschafter auch auf Einberufungsschreiben versammeln, das in Übereinstimmung mit der Satzung oder dem Gesetz von den Geschäftsführern, oder andernfalls durch die statutorischen Wirtschaftsprüfer (falls vorhanden) ausgegeben wird oder andernfalls durch Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Das an die Gesellschafter gesendete Einberufungsschreiben gibt die Zeit, den Ort und die Tagesordnung der Gesellschafterversammlung an sowie die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit. Die Tagesordnung soll gegebenenfalls eine vorgeschlagene Satzungsänderung darlegen und gegebenenfalls die Änderungen angeben, die den Gesellschaftszweck oder die Rechtsform der Gesellschaft betreffen.

Sind alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, dass sie über die Tagesordnung ordnungsgemäß in Kenntnis gesetzt worden sind, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 22. Anwesenheit - Vertretung. Alle Gesellschafter besitzen bei jeder Gesellschafterversammlung ein Teilnahme- und Rederecht.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmittel übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Art. 23. Verfahren. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der Vorsitzende oder eine Person, die hierzu von den Geschäftsführern oder andernfalls durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird.

Der Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt einen Schriftführer.

Die Gesellschafterversammlung ernennt einen (1) Stimmzähler, der unter den Personen, die bei der Gesellschafterversammlung anwesend sind, gewählt wird.

Der Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmzähler bilden zusammen den Vorstand der Gesellschafterversammlung.

Art. 24. Abstimmung. Bei jeder Gesellschafterversammlung, die nicht einberufen wurde zur Änderung der Satzung oder zur Fassung von Beschlüssen, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, werden Beschlüsse von Gesellschaftern gefasst, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Wenn eine solche Mehrheit nicht bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten Versuch einer schriftlichen Beschlussfassung erreicht wird, werden die Gesellschafter ein zweites Mal einberufen oder konsultiert; Beschlüsse werden dann unabhängig von der Anzahl der vertretenen Aktien, durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Bei jeder Gesellschafterversammlung, die in Übereinstimmung mit der Satzung oder den Gesetzen zum Zwecke der Satzungsänderung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, die den Mehrheitsverhältnissen, wie sie zur Änderung der Satzung erforderlich sind, unterliegen, einberufen wird, entsprechen die Mehrheitsverhältnisse der Mehrheit der Anzahl der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Art. 25. Protokolle. Das Protokoll der Gesellschafterversammlung wird von den anwesenden Gesellschaftern unterzeichnet und kann von Gesellschaftern, oder Vertretern von Gesellschaftern, die dies verlangen, unterzeichnet werden.

Die vom Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse werden schriftlich festgehalten und von dem Alleingesellschafter unterzeichnet.

Kopien oder Auszüge der von den (dem) Gesellschafter(n) angenommenen Beschlüsse sowie des Sitzungsprotokolls der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, können von einem Geschäftsführer oder durch zwei (2) Geschäftsführer gemeinsam, wenn mehr als ein Geschäftsführer ernannt worden ist, unterzeichnet werden.

Kapitel V. Geschäftsjahr, Finanzberichte, Ausschüttung von Gewinnen

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 27. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten geschlossen und die Geschäftsführer erstellen in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Der Jahresabschluss und/oder der konsolidierte Jahresabschluss (werden) wird den (dem) Gesellschafter(n) vorgelegt.

Jeder Gesellschafter kann in diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einsehen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn (15) Kalendertagen bis zum Datum der jährlichen Hauptversammlung ausgeübt werden.

Art. 28. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rücklage zugewiesen (die „Rücklage“). Diese Verpflichtung entfällt sobald und solange diese Rücklage die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Nach der Zuweisung zur gesetzlichen Rücklage bestimmen die Gesellschafter wie der verbleibende jährliche Reingewinn verteilt werden soll indem sie diesen vollständig oder teilweise einer Rücklage zuweisen, auf das nächste Geschäftsjahr vortragen oder, zusammen mit vorgetragenen Gewinnen, ausschüttbaren Rücklagen oder Ausgabeprämien an die Gesellschafter ausschütten.

Im Falle einer Gewinnausschüttung, wird die diesbezüglich vorgesehene Summe nach folgendem Kollokationsplan geteilt:

- jeder Stammanteil gibt Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundsiebzehn Prozent (0,65%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann

- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse A Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma sechzig Prozent (0,60%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse B Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse C Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse D Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse E Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma vierzig Prozent (0,40%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse F Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse G Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma dreißig Prozent (0,30%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse H Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, dann
- gibt jeder (gegebenenfalls existierende) Klasse I Anteil Anrecht auf eine kumulative Dividende, welche pro Jahr mindestens Null Komma zwanzig Prozent (0,20%) des Nennwertes eines solchen Anteils beträgt, (zusammen die „Gewinnbeteiligung“); und

alle nach der Ausschüttung der Gewinnbeteiligung übrigen Dividenden werden an die zuletzt ausstehende Anteilsklasse ausgegeben, und zwar in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (d.h. ausgehend von Klasse I Anteilen, und zurückgehend bis zu Klasse A Anteilen).

Vorbehaltlich der (gegebenenfalls) gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und unter Berücksichtigung der vorstehenden Bestimmungen, können die Geschäftsführer eine Abschlagsdividende an die Gesellschafter auszahlen. Die Geschäftsführer legen die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI. Auflösung, Liquidation

Art. 29. Auflösung, Liquidation. Die Gesellschaft kann durch einen Entschluss der (des) Gesellschafter(s) aufgelöst werden, der durch die Hälfte der Gesellschafter gefasst wird, die mindestens drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals repräsentieren.

Sollte die Gesellschaft aufgelöst werden, so wird die Liquidation durch die (den) Geschäftsführer oder andere (natürliche oder juristische) Personen durchgeführt, deren Befugnisse und Vergütung von den (dem) Gesellschafter(n) bestimmt werden.

Im Falle einer Auflösung, werden die Aktiva und das Bargeld der Gesellschaft in folgender Reihenfolge verteilt:

- (i) zuerst an alle Gläubiger (durch Rückzahlung oder vernünftige Rückstellung für eine Rückzahlung), für alle Schulden und Passiva der Gesellschaft;
- (ii) dann an die Gesellschafter, in Höhe des Nennwertes ihrer Anteile an der Gesellschaft;
- (iii) dann an die Inhaber aller Klassenanteile in einer Reihenfolge, welche zur Folge hat, dass das gesamtheitliche wirtschaftliche Resultat identisch mit dem im Falle einer Gewinnausschüttung ist

Kapitel VII. Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere dem Gesetz über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung ist somit durch den Notar aufgenommen, die Anteile wurden gezeichnet und der Nennwert zu einhundert Prozent (100%) in bar wie folgt eingezahlt:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile	eingezahlter Betrag
DBAG Fund VI Konzern (Guernsey) L.P.	EUR 2.345,-	2.318 Stamanteile	EUR 2.345,-
		3 Anteile der Klasse A	
		3 Anteile der Klasse B	
		3 Anteile der Klasse C	
		3 Anteile der Klasse D	
		3 Anteile der Klasse E	
		3 Anteile der Klasse F	
		3 Anteile der Klasse G	
		3 Anteile der Klasse H	

DBAG Fund VI (Guernsey) L.P.	EUR 9.999	3 Anteile der Klasse I 9,972 Stamanteile	EUR 9.999,-
		3 Anteile der Klasse A	
		3 Anteile der Klasse B	
		3 Anteile der Klasse C	
		3 Anteile der Klasse D	
		3 Anteile der Klasse E	
		3 Anteile der Klasse F	
		3 Anteile der Klasse G	
		3 Anteile der Klasse H	
		3 Anteile der Klasse I	
DBG Advisors VI GmbH & Co. KG	EUR 156	120 Stammanteile	EUR 156,-
		4 Anteile der Klasse A	
		4 Anteile der Klasse B	
		4 Anteile der Klasse C	
		4 Anteile der Klasse D	
		4 Anteile der Klasse E	
		4 Anteile der Klasse F	
		4 Anteile der Klasse G	
		4 Anteile der Klasse H	
		4 Anteile der Klasse I	
Total:	EUR 12.500,-	12.410 Stammanteile	EUR 12.500,-
		10 Anteile der Klasse A	
		10 Anteile der Klasse B	
		10 Anteile der Klasse C	
		10 Anteile der Klasse D	
		10 Anteile der Klasse E	
		10 Anteile der Klasse F	
		10 Anteile der Klasse G	
		10 Anteile der Klasse H	
		10 Anteile der Klasse I	

Die Summe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) stand der Gesellschaft daher von diesem Zeitpunkt an zur Verfügung. Nachweis hierüber wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht, welcher erklärt, dass die Maßgaben von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der zuletzt geltenden Fassung, erfüllt wurden.

Kosten

Die Höhe der Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendachthundert Euro (EUR 1.800,-) geschätzt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2013.

Gesellschafterbeschlüsse

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen, den Sitz der Gesellschaft in L-1748 Luxembourg-Findel, rue Lou Hemmer, 7, Großherzogtum Luxemburg, festzulegen.

Zweiter Beschluss

Die Anzahl der Geschäftsführer wird auf zwei (2) festgelegt und die folgenden Personen werden auf unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer ernannt:

- James Bermingham, Anwalt, geboren in Sheffield, Vereinigtes Königreich, am 19. Dezember 1972, mit beruflicher Adresse in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg; und
- Anke Jäger, Geschäftsführerin, geboren in Salzgitter, Deutschland, am 22. April 1968, mit beruflicher Adresse in 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch spricht, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Antrag des Vollmachtnehmers der oben genannten Parteien in englischer Sprache verfasst wurde, der eine deutsche Fassung folgt; auf Antrag desselben Vollmachtnehmers und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am eingangs erwähnten Datum.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, Vollmachtnehmer der erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, hat derselbe vorliegende Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Signé: M. Morsch, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 2 octobre 2013. REM/2013/1729. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondorf-les-Bains, le 4 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141176/899.

(130171760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Goldcenter S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 137.642.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 8. Oktober 2013

Aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „GOLDCENTER S.A.“, mit Sitz in L-1660 Luxembourg, 56, Grand-Rue, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 137642 (die „Gesellschaft“), welche am 8. Oktober 2013 stattgefunden hat, ergibt sich folgendes:

- Der Rücktritt von Frau Josée GOLDSCHMIDT als Verwaltungsratsmitglied ist angenommen worden.
- Frau Monique Claire DIEDERICH-BERNARD, wohnhaft in L-1272 Luxembourg, 29, rue Bourgonne, ist zum Verwaltungsrat der Gesellschaft ernannt worden. Ihr Mandat endet mit der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2018.
- Das Mandat des Abschlussprüfers „F.O.R.I.G. S.C.“ ist beendet worden.
- Die Aktiengesellschaft «Fiduciaire comptable Becker, Gales & Brunet S.A.», mit Sitz in L-2222 Luxembourg, 296, rue de Neudorf, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 128179, ist zum neuen Abschlussprüfer bestellt worden.

Ihr Mandat endet mit der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2018.

- Die Mandate der Herren Alain van KASTEREN, wohnhaft in L-8016 Strassen, 29, rue des Carrières, und Thomas DREHER, mit Berufsanschrift in L-1660 Luxembourg, 56, Grand-Rue, als Verwaltungsratsmitglieder sind erneuert worden und werden anlässlich der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2018 enden.

- Das Mandat von Herrn Thomas DREHER, mit vorgenannter Berufsanschrift, als Delegierter des Verwaltungsrates ist ebenfalls erneuert worden und wird anlässlich der jährlichen Hauptversammlung des Jahres 2018 enden.

Luxemburg, den 9. Oktober 2013.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2013141259/27.

(130172818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Fondation du Club de Rome - Foundation of the Club of Rome, Fondation.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 2, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg G 78.

AUFLOSUNG

Im Jahre zweitausendzwoölf, am zehnten Tag des Monats Juli.

vor dem Unterzeichnenden, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg,

Sind erschienen:

1) Ashok Khosla, Co-Präsident des gemeinnützigen Vereins The Club of Rome, mit eingetragenem Sitz in 2, place Winston Churchill, L- 1340 Luxembourg (Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, das "R.C.S.") Nummer F6946) (der "Verein"),

2) Eberhard von Koerber, Co-Präsident des Vereins

3) Martin Lees, Generalsekretär des Vereins,

vertreten durch:

André Elvinger, docteur en droit, ansässig in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht ausgestellt am 8. März 2012 im Namen des Vereins durch die obengenannten Herren Khosla, von Koerber und Lees.

Die besagte Vollmacht, nachdem sie von dem Komparenten und dem amtierenden Notar ne varietur paraphiert wurde, bleibt beiliegender Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

Es wird festgestellt, dass der Verein aufgelöst ist und die Verpflichtungen des Vereins vom inzwischen neugegründeten Verein schweizerischen Rechts Club of Rome mit eingetragenem Sitz in Lagerhausstrasse 9, CH-8400 Winterthur, Schweiz (Handelsregister des Kantons Zürich, Nummer CH-020.6.001.262-3) (der "Club of Rome"), einer Organisation, die dieselben Zwecke verfolgt wie der aufgelöste Verein, übernommen wurden.

Da die Stiftung Luxemburger Rechts Fondation du Club de Rome-Foundation of The Club of Rome, mit eingetragenem Sitz in 2, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg Nummer G78) (die "Stiftung") gemäß Artikel 2 ihrer Satzung zum Zweck hat, den Verein zu unterstützen und an dessen Aktivitäten teilzunehmen, ergibt sich, dass, wie in Artikel 12 der Satzung der Stiftung vorgesehen, die Stiftung nun nicht mehr in der Lage sein wird, den Zweck zu dem sie gegründet wurde, zu erfüllen.

Daher wird die Stiftung in Übereinstimmung mit Artikel 12 ihrer Satzung und mit Einverständnis des Vereins aufgelöst. Die Mittel und Verpflichtungen der Stiftung werden vom Club of Rome übernommen.

Es wird abschließend festgestellt, dass eine Nachfrage bei den Grundbuchämtern Luxemburg I, Luxemburg II und Diekirch ergeben hat, dass sich zum 5. Juni 2012 (Conservation des Hypothèques -Luxembourg II und Bureau des Hypothèques à Diekirch) bzw. zum 30. Mai 2012 (Conservation des Hypothèques - Luxembourg I) in Luxemburg keine Immobilien im Eigentum der Stiftung befanden.

Worüber Urkunde, ausgestellt in Luxemburg an dem zu Beginn dieses Dokument genannten Tag.

Die Urkunde wurde den Erschienenen vorgelesen und so dann gemeinsam mit uns, dem unterzeichneten Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: A. ELVINGER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juillet 2012. Relation: LAC/2012/34334. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Genehmigung

Die Auflösung der Stiftung «FONDATION DU CLUB DE ROME - FOUNDATION OF THE CLUB OF ROME» wurde gemäß «Arrêté Grand-Ducal» vom 12. Juli 2013 genehmigt.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 7. Oktober 2013.

Référence de publication: 2013141237/47.

(130172212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Citco Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 72.924.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and thirteen, on the tenth of September

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette

There appeared:

Levor Sarl, with registered office at 20 rue de la Poste, L-2346, Luxembourg

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally at Esch/Alzette, by virtue of a proxy established under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Which appearing person, has requested the notary to state as follows:

- That the limited company (société anonyme) Citco Finance (Luxembourg) S.A. registered in the Luxembourg Register of Commerce under the section B and the number 72924, established and with registered office at 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, has been incorporated by a deed of Maître Gerard Lecuit, notary then residing in Luxembourg, dated November 22nd 1999 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 95 on January 28th, 2000,

and whose articles of association have been amended several times.

- That the share capital of the Company is established at two hundred three thousand five hundred euro (EUR 203,500), represented

by one hundred eighty-five (185) shares with a nominal value of one thousand one hundred euro (EUR 1,100.--) each;

- That the sole shareholder owns the totality of shares of the Company;
- That the Company's activities have ceased; that the sole shareholder decides in general meeting to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company;
- That the here represented shareholder is appointing as liquidator of the Company and said liquidator, in this capacity declares that all the liabilities of the Company have been paid apart from the liability towards the sole shareholder, which the sole shareholder hereby confirms to assume, and that the liabilities in relation of the close down of the liquidation have been duly provisioned; furthermore declares the liquidator that with respect to eventual liabilities of the Company presently unknown that remain unpaid, it irrevocably undertakes to pay all such eventual liabilities; that as a consequence of the above all the liabilities of the company are paid. The liquidation report will remain attached to the present deed;
- That the remaining net assets have been paid to the sole shareholder;
- The declarations of the liquidator have been certificated, pursuant to a report that remains attached as appendix, established by C.A.S. Services S.A., with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 68.168, appointed as "commissaire-to-the-liquidation" by the sole shareholder;
- That the liquidation of the Company is done and finalised;
- That full discharge is granted to the Directors of the Company for their respective mandate.
- That full discharge is also granted to the "commissaire-to-the-liquidation", C.A.S. Services S.A., prenamed;
- That all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five (5) years at the former registered address of the Company being 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

The bearer of a copy of the present deed shall be granted all necessary powers regarding legal publications and registration.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Drawn up in Esch/Alzette, on the date named at the beginning of the presents.

The document having been read in the language of the person appearing, all of whom are known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the translation in french / Suit la traduction française

L'an deux mil treize, le dix septembre

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette

A comparu:

Levor Sarl, avec siège social au 20 rue de la Poste, L-2346, Luxembourg
ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle au Esch/Alzette, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentaire, demeure annexée au présent acte avec lequel elle est enregistrée.

Lequel comparant, représenté comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée Citco Finance (Luxembourg) S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section B et le numéro 72924, établie et ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, a été constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Gerard Lecuit, notaire alors de résidence à Luxembourg en date du 22 Novembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 95 du 28 janvier 2000,

Et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises,

- Que le capital social de la Société est fixé à deux cent trois mille cinq cents euros (203,500.- EUR) représenté par cent quatre vingt cinq (185) parts sociales avec une valeur nominale de mille cent euros (1,100.- EUR).
- Que l'actionnaire unique, possède la totalité des actions de la Société.
- Que l'activité de la Société ayant cessé, l' actionnaire unique, siégeant en assemblée générale extraordinaire prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.
- Que l' actionnaire unique est nommé comme liquidateur de la Société, que ce dernier, en cette qualité déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé. Le rapport du liquidateur reste annexé au présent acte.
- Que l'actif restant est réparti à l'actionnaire unique.

- Que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, établi par C.A.S. Services S.A., ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.168, désigné «commissaire à la liquidation» par l'actionnaire unique de la Société.

- Que partant la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

- Que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs pour leur mandat respectif.

- Que décharge pleine et entière est également accordée au «commissaire à la liquidation», C.A.S. Services S.A., précitée.

- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Le titulaire de la copie du présent acte disposera de tous les pouvoirs nécessaires relatifs aux publications légales et aux formalités.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'en cas de divergences avec la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 septembre 2013. Relation: EAC/2013/11882.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013141160/105.

(130172254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

**H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l.).**

Capital social: CAD 216.929,30.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.270.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of the month of September;

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of two hundred sixteen thousand nine hundred twenty nine Canadian Dollars and thirty Canadian Dollar Cents (CAD 216,929.30), and being registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 179.270, incorporated by deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 19th July 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations ("Mémorial"). The articles of association of the Company (the "Articles") were last amended by deed of Maître Henri Hellinckx on 14th August 2013, published in the Mémorial number 2315 of 20 September 2013.

The meeting was presided by Maître Thierry Kauffman, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

There was appointed as secretary and as scrutineer Maître Namik Ramic, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders represented and the number of shares held by each of them is shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

As it appeared from said attendance list, all two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class A shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class B shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class C shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class D shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class E shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class F shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class G shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class H shares, two million one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class I shares and two million

one hundred sixty-nine thousand two hundred ninety-three (2,169,293) class J shares, in issue in the Company were represented at the general meeting and the shareholders of the Company declared that they had prior knowledge of the agenda so that the meeting was validly constituted and able to validly decide on all the items on the agenda.

2. The agenda of the meeting is as follows:

- Change of name of the Company into "H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l." and consequential amendment of article 1 of the articles of association of the Company so as to read as follows:"

Art. 1. Denomination. There exists between all persons that are Shareholders and all those who will become owners of Shares a Luxembourg société à responsabilité limitée under the name of "H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l." governed by the Laws of Luxembourg and these Articles. "

After deliberation, the meeting unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The general meeting resolved to change the name of the Company into "H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l." and to amend article 1 of the articles of association of the Company as set forth in the agenda.

There being no further items on which decisions need to be taken, the sole shareholder decision was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the parties hereto these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day beforementioned.

After reading these minutes the proxyholders signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-cinquième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de «H&F Caribou Luxco 1 S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, dont le capital social s'élève à deux cent seize mille neuf cent vingt-neuf dollars canadiens et trente centimes (216.929,30 CAD), et étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179.270, constituée le 19 juillet 2013 suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»). Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 14 août 2013 suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, publié au Mémorial numéro 2315 du 20 septembre 2013.

L'assemblée a été présidée par Maître Thierry Kauffman, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

A été nommé comme secrétaire et scrutateur Maître Namik Ramic, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chacun d'entre eux, figurent sur une liste de présence signée par le mandataire, le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste sera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Il appert de ladite liste de présence que toutes les deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe A, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe B, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe C, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe D, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe E, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe F, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe G, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe H, deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe I et deux millions cent soixante-neuf mille deux cent quatre-vingt-treize (2.169.293) parts sociales de classe J, émises dans la Société étaient représentée à l'assemblée générale et que les associés de la Société ont déclaré avoir été préalablement informés de l'ordre du jour, de sorte que la présente assemblée était régulièrement constituée et en mesure de statuer valablement sur l'ensemble des points figurant à l'ordre du jour.

2. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- Changement de dénomination de la Société en «H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l.» et modification en conséquence de l'article 1^{er} des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Dénomination.** Il existe entre toutes les personnes qui sont Associés à ce jour et tous ceux qui deviendront propriétaires des Parts Sociales, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous la dénomination «H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l.» régie par les lois du Luxembourg et les présents Statuts.»

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité la décision suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale a décidé de changer la dénomination de la Société en «H&F Eleanor Luxco 1 S.à r.l.» et de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la décision de l'associé unique a été clôturée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties comparantes, le procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les mandataires et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: T. KAUFFMAN, N. RAMIC et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 septembre 2013. Relation: LAC/2013/44037. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 octobre 2013.

Référence de publication: 2013141271/106.

(130172665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Harsco Interamerica Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.001,00.

Siège social: L-3593 Dudelange, 100, rue de Volmerange.

R.C.S. Luxembourg B 150.574.

—
EXTRAIT

En date du 29 septembre 2013, l'associé unique de la Société, Infrastructure Holdings B.V., a décidé de nommer, avec effet au 29 septembre 2013, Monsieur John Sweeney, né le 4 octobre 1952 à Glasgow (Ecosse), avec adresse professionnelle au 100, rue de Volmerange, L-3593 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg en qualité de gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Il résulte de ce qui précède que le conseil de gérance de la Société sera à partir du 29 septembre 2013 composé comme suit:

- Alexandre Charles Frédéric Fink;
- Eric Frank Maurice Premet;
- Kirk Steven Franklin; et
- John Sweeney.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2013.

Harsco Interamerica Limited S.à r.l.

Alexandre FINK

Référence de publication: 2013142067/23.

(130172995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.

Ledford S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 70.345.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LEDFORD S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013142220/11.

(130173585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 octobre 2013.
